

# INSTRAW

# nouvelles



FEMMES ET DEVELOPPEMENT



**Formation des femmes dans  
un monde en changement**

1986 I  
TRA-GLO  
FR

No. 7 • AUTOMNE/HIVER 1986

# Sommaire

- 1 Editorial: LES FEMMES DANS UN MONDE EN CHANGEMENT
- 2 L'ELARGISSEMENT DE LA BRECHE EN EDUCATION
- 4 LA FEMME, UTILISATRICE ET PRODUCTRICE DE STATISTIQUES
- 5 UN DIALOGUE CONSTRUCTIF  
Echange d'idées entre utilisatrices et productrices
- 8 MAINTENANT VOUS LA VOYEZ  
Caché mais productif: le travail des femmes dans le secteur informel
- 11 QUE EST LE CHOIX DE TECHNOLOGIES POUR LES FEMMES?  
Notes sur un rapport d'INSTRAW
- 14 DEFIANT DES IDEES ARRETEES  
Construction des blocs de connaissance d'une perspective des femmes
- 17 FORMATION POUR L'ANNEE 2000
- 18 APPLICATION DES STRATEGIES DE FORMATION EN ASIE
- 19 PROGRAMMES DE FORMATION MULTIMEDIA  
Une image raconte des milliers d'histoires
- 22 L'ADMINISTRATION DE L'EAU PAR LES FEMMES PEUT FAIRE LA DIFFERENCE  
Assurant le succès des projets d'eau et d'assainissement
- 23 L'UNITE DANS LA VARIETE  
En Amérique Latine et aux Caraïbes, des inégalités d'origine sexuelle imprègnent les efforts de développement
- 24 LES FEMMES ET LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
Le travail des femmes dans les zones franches
- 26 FORMATION DES FEMMES SYNDICALISTES  
Un projet en Amérique Centrale et aux Caraïbes
- 29 LES PROBLEMES DES FEMMES:  
LE DEBAT CONTINUE AUX NATIONS UNIES
  - Population, développement et femmes latino-américaines
  - Deux réunions sur les femmes et l'eau
  - Les femmes au Secretariat des Nations Unies
  - L'UNESCO analyse les femmes et les médias
- 30 COOPERATION ONU-CONFERENCE ISLAMIQUE
- 32 NOUVELLES IDEES HORS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES
  - Avec la participation pleine de la femme africaine
  - Femmes méditerranéennes: de leurs racines à leur futur
  - La co-opération Sud-Sud comprend les femmes dans le développement
  - La Foire du Livre sous le soleil de minuit
  - Les femmes dans l'espace urbain
  - Les femmes peuvent apprendre de chaque crise
  - Mettre fin au gaspillage! L'aide canadienne au développement
- 37 BIBLIOTHEQUE
- 38 NOUVELLES PUBLICATIONS



**Photo couverture:**  
Etudiante à Bhopal, Inde  
UN/D. Jacobson

**Rédaction en chef:** Dunja Pastizzi-Ferencic, Krishna Ahooja-Patel, Mercedes Sayagués  
**Production et distribution:** Carol Haleby, Vicky de Díaz-Newman  
**Mise en page:** Ninón de Saleme

# Les femmes dans un monde en changement

Dans les pays développés aussi bien que dans les pays en développement, les rapides changements technologiques déterminent les politiques économiques et sociales. Il est urgent de savoir quelle formation il faut donner à la femme pour qu'elle marche de pair avec les nouveaux besoins d'une économie moderne, et savoir aussi de quelle manière ces changements transforment la société.

L'égalité d'accès des femmes à l'éducation et à la formation s'est révélée un problème fondamental dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi. On peut présumer que les politiques de formation et de planification de l'éducation suivies par le passé ont empêché une quantité appréciable de femmes d'acquérir ce que l'on pourrait appeler les connaissances techniques rudimentaires indispensables pour vivre convenablement.

Pendant tout le XXème siècle cela a été et est toujours l'un des principaux obstacles qui empêchent la femme d'accéder à des postes techniques, bien payés et jouissant d'un grand prestige. Le travail féminin est de nos jours devenu synonyme de travail mal payé. Récemment la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985) a mis en évidence les aspects alarmants du déséquilibre historique et persistant, entre l'homme et la femme, au niveau de la formation dirigée au secteur moderne aussi bien que traditionnel de l'économie.

Les dirigeants et le grand public n'ont pas encore suffisamment pris conscience des bienfaits qu'apporte l'investissement dans la formation des ressources humaines, et tout particulièrement des femmes. (Un excellent exemple de survivance de la femme par ses propres moyens est sa contribution économique au secteur informel). Tout indique qu'en Asie, en Afrique et en Amérique latine, les distinctions entre éducation formelle et informelle, et formation, recyclage et apprentissage, deviennent souvent des généralisations dépourvues de sens, si elles n'ont pas été planifiées convenablement par les autorités responsables du développement, dans le cadre global du développement national et international. D'un point de vue général, pour obtenir l'égalité dans les systèmes de formation formelle et informelle, il faut des solutions variées, et à niveau individuel, dans les différentes régions.

Au nombre des questions à aborder avec le plus d'urgence, on compte la conception de stratégies de formation liant les processus de développement au progrès social de la femme. C'est pour cette raison que l'INSTRAW envisage la formation dans le cadre élargi des besoins actuels, en encourageant la prise de conscience de cette réalité au niveau des autorités responsables du développement et des organisations féminines. Ces questions font l'objet d'un examen assez détaillé dans ce numéro d'INSTRAW Nouvelles. □

# L'élargissement de la



L'éducation est la base de l'égalité:  
une élève explique un projet  
dans une école primaire  
à Hobobot, Chine

UN/J. Isaac

L'éducation féminine au pourcentage  
de l'éducation masculine, 1980

	Taux alphabétisation adultes	Inscrits		Moyenne
		Niveaux Primaire et Secondaire	Niveaux Universitaire	
<b>Tiers Monde</b>	72	76	52	67
<b>Amérique latine</b>	94	96	77	89
Argentine	99	101	102	101
Barbade	98	97	76	91
Bolivie	73	86	47	69
Brésil	96	100	102	99
Chili	97	99	65	87
Colombie	98	100	66	88
Costa Rica	100	99	79	93
Cuba	100	96	87	94
Equateur	93	98	57	82
El Salvador	90	86	51	79
Guatemala	73	82	40	65
Guyane	97	99	88	95
Haiti	73	85	38	65
Honduras	97	95	59	84
Jamaïque	103	104	76	94
Mexique	93	92	50	79
Nicaragua	98	105	48	84
Panama	99	98	119	105
Paraguay	93	92	76	87
Pérou	81	91	52	75
<b>République Dominicaine</b>	97	100	85	94
Trinité-et-Tobago	96	99	65	86
Uruguay	100	100	109	103
Venezuela	93	102	85	94
<b>Europe</b>	90	94	79	88
Albanie	...	87	97	92*
Espagne	95	97	78	90
Grèce	88	89	65	81
Malte	94	92	32	73
Portugal	89	96	90	92
Yougoslavie	87	90	83	87
<b>Moyen Orient</b>	57	69	41	56
Arabie saoudite	35	63	36	45
Bahreïn	69	85	67	74
Chypre	89	96	71	85
Émirats arabes unis	63	88	81	77
Iran	54	65	48	56
Iraq	47	74	45	55
Jordanie	68	87	84	80
Koweït	75	86	134	98
Liban	77	91	34	68
Syrie	49	70	43	54
Turquie	62	73	33	56
Yémen	11	14	15	13
<b>Yémen démocratique</b>	33	55	39	42
<b>Asie du sud</b>	52	56	34	47
Afghanistan	23	20	22	22
Bangladesh	46	49	16	37
Inde	53	59	35	49
Népal	16	33	22	24
Pakistan	46	34	36	39
Sri Lanka	87	96	54	79
<b>Extrême Orient</b>	82	84	57	74
Birmanie	74	90	104	89
Brunéi	98 <sup>c</sup>	96	142	112
Cambodge	50	70	25	48
Chine	...	80	30	55 <sup>a</sup>
Corée du sud	92	89	32	71
Indonésie	75	83	42	67

# brèche en éducation

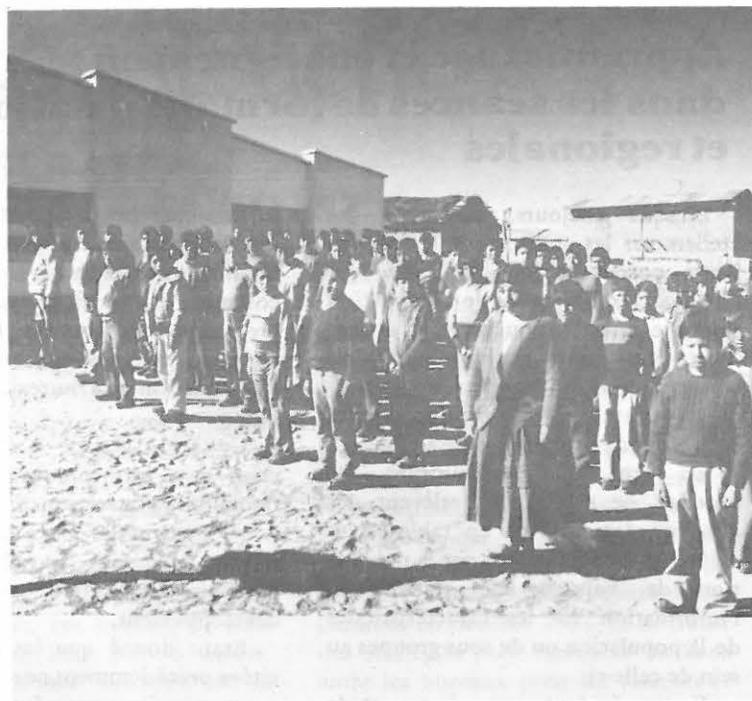
L'éducation féminine au pourcentage de l'éducation masculine, 1980

	Taux alphabétisation adultes	Inscrits		Moyenne
		Niveaux Primaire et Secondaire	Niveaux Universitaire	
Laos	71	80	40	64
Malaisie	78	92	55	75
Mongolie	92	104	144	113
Philippines	98	104	113	105
Singapour	80	96	74	83
Thaïlande	90	90	77	86
Vietnam	...	91	37	64 <sup>a</sup>
Océanie	72	76	25	58
Fidji	88	99	33	73
Papouasie-Nouvelle Guinée	62	66	21	50
Afrique	61	75	36	58
Algérie	40	70	33	48
Angola	53	62	...	58 <sup>b</sup>
Bénin	42	52	21	38
Botswana	98	120	62	93
Burkina Faso	28	59	33	40
Burundi	38	63	25	42
Cameroun	58	81	21	53
Congo	63	85	18	55
Côte d'Ivoire	53	60	26	46
Egypte	50	71	47	56
Ethiopie	46	54	22	41
Gabon	71	91	30	64
Gambie	41	49	31	40
Ghana	63	74	16	51
Guinée	40	49	26	38
Guinée équatoriale	...	64	10	37 <sup>a</sup>
Kénya	58	88	23	56
Lesotho	140	144	162	149
Libéria	43	57	38	46
Libye	47	83	30	53
Madagascar	81	88	52	74
Malawi	52	69	31	51
Mali	42	54	14	37
Maroc	44	59	32	45
Maurice	84	93	33	70
Mauritanie	...	53	14	34 <sup>a</sup>
Mozambique	52	71	60	61
Niger	43	56	27	42
Nigéria	50	82	19	50
Ouganda	62	71	32	55
République Centrafricaine	40	55	17	37
Rwanda	64	92	7	54
Sénégal	45	64	30	46
Sierra Leone	52	63	20	45
Somalie	30	57	11	33
Soudan	37	66	37	47
Swaziland	91	100	57	83
Tanzanie	90	88	21	66
Togo	44	56	21	40
Tchad	24	36	7	22
Tunisie	56	68	49	58
Zaïre	50	77	20	49
Zambie	73	85	17	58
Zimbabwe	80	83	56	73

... Non disponible.

a. Inscriptions seulement, le taux d'alphabétisation féminine n'est pas disponible. b. Inscriptions universitaires non disponibles. c. Le taux d'alphabétisation féminine et les inscriptions datent du début des années 1970.

Source: Annuaire statistique de l'UNESCO, 1984. Cité par Women... a world survey.



UN/H. Tremblay

**Comment la brèche est formée:**  
une seule fille parmi les 81 étudiantes dans cette école dans les hautes plaines de la Bolivie

# La femme, utilisatrice et productrice de statistiques

---

## Apprentissage et enseignement dans les séances de formation nationales et régionales

Presque toujours, au cours des ateliers sur les statistiques, les participants posent la question: *Qui est l'utilisateur?* Il n'y a pas de démarcation tranchée entre producteurs et utilisateurs, sauf que généralement l'on considère que les bureaux de statistiques jouent le rôle de producteurs, et tous les autres sont des utilisateurs.

En tant que producteurs, les bureaux de statistiques relèvent des données, les mettent en tableaux et diffusent (généralement par la publication de volumes de statistiques) l'information sur les caractéristiques de la population ou de sous-groupes au sein de celle-ci.

Il est évident que, à un stade quelconque de la production des données, même les spécialistes de bureaux de statistiques doivent utiliser des données provenant de leurs propres tabulations ou établies par d'autres bureaux administratifs gouvernementaux ou des institutions privées. Cependant, même si les spécialistes des bureaux de statistiques se comportent, à l'occasion, en utilisateurs, ils sont toujours essentiellement des producteurs.

Bien que considérés généralement comme des utilisateurs, certains bureaux administratifs, tels que les Ministères de l'éducation, la Sécurité Sociale, etc., produisent des données comme sous-produit de leurs activités normales. Les concepts utilisés quand ils recueillent les données destinées à leur propre usage peuvent différer, souvent considérablement, de ceux qu'utilisent les bureaux de statistiques. Parce que le but fondamental des bureaux administratifs n'est pas la production de statistiques, même si leurs informations statistiques peuvent être utilisées par d'autres, ils continuent à être considérés —au moins pour le moment— comme des utilisateurs.

Les chercheurs appartenant à des institutions académiques constituent un autre groupe d'utilisateurs qui, tout comme les bureaux administratifs, produisent des données. D'autre part, ce sont de gros consommateurs de l'information des bureaux de statistiques.

Un autre groupe d'utilisateurs est celui que forment les organisations féminines gouvernementales et non gouvernementales, les bureaux et les services féminins travaillant à promouvoir l'intégration des femmes au développement.

Etant donné que les organisations citées précédemment ne sont pas créées en premier lieu pour réunir des statistiques ni analyser des données, on n'exige pas de leur personnel qu'il possède une formation en statistique ni qu'il connaisse à fond les éléments fondamentaux pour recueillir des données, les réunir et les analyser.

Bien que le recueil des données statistiques ne soit que rarement une fonction officielle de ces services, au moment de conseiller leurs gouvernements sur les questions féminines ou de préconiser des changements dans le domaine économique, les responsables de ces services ont besoin des statistiques pour appuyer leurs demandes. Fournir aux autorités des faits et des chiffres donne d'excellents résultats! Mais le personnel de ces services manque souvent de la formation élémentaire nécessaire pour déchiffrer et encore plus pour compiler des statistiques et des indicateurs relatifs aux femmes.

En vue de l'amélioration des capacités féminines pour utiliser et produire des statistiques, l'INSTRAW a organisé en 1986 dans le monde entier des séances de formation régionales et nationales. D'autres sont prévues pour l'année prochaine. □

# Un dialogue constructif

## ● **QUI SERAIT LE CHEF DE FAMILLE?**

### ● **DANS LES CARAIBES ANGLOPHONES**

Après une minutieuse évaluation de la disponibilité et de la qualité des données sur la femme des Caraïbes anglophones, le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) a remarqué que la plupart des indicateurs disponibles dépendent principalement des données de recensements, un type d'information vite périmée. Donc, paradoxalement, ces indicateurs sont inadaptés pour leur but, à savoir, décrire la véritable situation de la femme et aider à l'élaboration de programmes efficaces pour la femme et le développement (WID). Pour cela, une couverture supplémentaire et plus vaste de certains domaines est nécessaire, ainsi que des liaisons solides et bien coordonnées entre les bureaux nationaux de statistiques et les organismes nationaux visant à l'intégration des femmes au développement.

Pour combler ces brèches dans le système de recueil des données, le Secrétariat de la CARICOM a organisé un atelier sous-régional: *Recueil de données et analyse statistique pour promouvoir l'intégration des femmes au développement dans la communauté caraïbe*, sous les auspices conjoints de l'INSTRAW et du Centre international de recherche sur le développement (Hastings, Barbade, 29-31 juillet 1986). Des statisticiens des bureaux nationaux de statistiques, du personnel spécialisé en WID, des chercheurs de la région et des représentants de plusieurs organisations des Nations unies y ont assisté. L'INSTRAW a été représenté par Grace Bediako, adjointe aux affaires sociales, et Marie Paul Aristy, spécialiste des affaires sociales.

Les objectifs de la réunion étaient

de chercher à accroître les connaissances des agences nationales de statistiques en ce qui concerne les questions féminines; d'élaborer des propositions concernant un programme de recueil de données et d'établissement d'indicateurs dans des domaines précisés au cours de la réunion; de formuler des recommandations sur les politiques des statistiques qui seront discutées au cours de la onzième réunion du Comité permanent des statisticiens des Caraïbes en octobre 1986, et de tracer des stratégies pour renforcer les liens entre les bureaux pour les femmes et les bureaux de statistiques des pays de la CARICOM.

### **Besoins différents des utilisateurs et des producteurs**

Les représentants des bureaux nationaux pour la femme ont remarqué que leur personnel — généralement une seule personne — manque souvent de la formation en statistique nécessaire pour mettre au point des indicateurs ou mener des enquêtes sur une petite échelle. Avec de telles informations, les femmes pourraient justifier leurs demandes adressées aux gouvernements. Donc en tant qu'utilisateurs, le personnel des mécanismes nationaux pour la femme a besoin de l'aide des bureaux nationaux de statistiques pour obtenir des statistiques et des indicateurs utiles concernant la femme.

A leur tour, les représentants des bureaux nationaux de statistiques ont expliqué que, étant donné la limitation de leurs ressources humaines et financières, ils produisent ou publient très peu de tabulations et d'analyses sur les données disponibles. Ils ont insisté cependant que, étant donné les dépenses supplémentaires qui en découle-

*Les statistiques ne disent que la moitié de la vérité sur les femmes. L'autre moitié doit encore être extraite des chiffres froids et impersonnels. Pour encourager un dialogue constructif entre utilisateurs et producteurs de statistiques, l'INSTRAW organise des ateliers de formation aux niveaux régional et national. Trois ont eu lieu au cours du deuxième semestre 1986, à la Barbade, au Nigéria et au Pakistan. Une compréhension et coopération meilleures entre ces deux groupes nous aideront à connaître toute la vérité: comment les femmes aident vraiment le processus de développement.*

# Un dialogue constructif

raient, les utilisateurs devraient justifier leurs requêtes de tabulations supplémentaires.

D'un autre côté, les chercheurs ont dépeint les difficultés rencontrées en se servant de statistiques sur la femme. En premier lieu, certains concepts utilisés pour recueillir des données sont peu adaptés aux pays en développement en général et aux pays de la CARICOM en particulier. Parmi les concepts qu'il faut réviser, selon les participants, se trouvent en tout premier lieu "activité économique" et "chef de famille".

Les participants ont recommandé de remplacer le terme "chef de famille" par "personne à consulter" et d'étudier les différentes façons d'identifier le principal soutien financier de la famille, spécialement dans les pays où normalement on ne pose pas de questions sur les revenus dans les recensements. Pour améliorer l'exactitude des pourcentages concernant la participation féminine dans la force de travail il faudrait encourager les pays n'ayant pas encore accepté la définition élargie de population active proposée par l'Organisation internationale du

travail (OIT), à l'étudier et, si elle s'applique à leur réalité nationale, à l'adopter.

Les participants ont également relevé plusieurs domaines où l'on a besoin d'informations supplémentaires pour comprendre les déterminants de la différenciation sexuelle: la contribution économique de la femme au ménage et la classification des tâches familiales comme "travail"; les caractéristiques et les conditions de travail des femmes employées dans les industries d'assemblage; la fertilité des jeunes filles; la rentrée des jeunes mères dans l'éducation formelle; les préférences professionnelles, les aspirations et les besoins de la femme; la couverture et le coût des soins de santé et d'autres services sociaux.

Ayant remarqué qu'il n'est généralement pas possible de tenir compte de ces aspects dans les recensements, les participants ont recommandé qu'on encourage les pays n'ayant pas encore exécuté le Programme national d'enquête sur les familles des Nations unies (NHSCP), source potentiellement utile de données sur la femme, de le faire. □

ciens du FOS, des représentants de plusieurs ministères fédéraux, en particulier du Ministère de planification nationale, des chercheurs universitaires et des délégués des mécanismes nationaux promouvant l'intégration de la femme au développement. Une mission conjointe du BSNU/CEA/FAO, du système des Nations unies, y a assisté afin de réviser le programme NISH dans le cadre du NHSCP. La présence de l'INSTRAW garantissait que les besoins et les problèmes de la femme seraient pris en considération. Mme Victoria Okobi, membre du Conseil de l'INSTRAW et une des organisatrices du atelier, a prononcé le discours d'inauguration. Grace Bediako, spécialiste adjointe aux affaires sociales, a présenté un travail sur *l'Amélioration des statistiques et indicateurs sur la condition féminine grâce aux données du NISH*.

Comme il est difficile de changer les définitions aux stades de la tabulation et de l'analyse, les utilisateurs ont souligné l'importance de la clarté conceptuelle dès que l'on commence à recueillir les données. Ils ont insisté pour que le FOS révisé ses concepts et s'assure qu'ils sont exempts de distorsion ou de stéréotypes sexuels —particulièrement en ce qui concerne le chef de famille qui, pour le NISH, est la personne désignée de la sorte par les autres membres de la famille, indépendamment d'autres caractéristiques.

Ils ont aussi contesté l'estimation du NISH selon laquelle un chef de famille seulement sur huit est une femme. Ce résultat leur a paru trop faible. Dans la plupart des pays en développement l'estimation atteint une sur trois. Pour comprendre comment le NISH a abouti à ce résultat étonnamment faible, les participants ont recommandé de vérifier l'âge et la situation matrimoniale de ces femmes chefs de famille.

Les rapports du NISH ne fournissant que des informations limitées sur la distribution des sexes dans les variables, les utilisateurs ont aussi demandé que, si possible, les tabulations soient établies sur la base d'une différenciation selon le sexe. Etant donné que les

## ● A LA RECHERCHE DES FAITS

### ● AU NIGERIA

Bien que le Bureau fédéral de statistiques du Nigéria (FOS) ait mené des enquêtes depuis 1953, près de trente ans se sont écoulés avant que les données des enquêtes sur les ménages ne soient disponibles d'une façon systématique et continue. La création en 1981 du Programme national d'enquête intégrée sur les ménages (NISH), d'après le Programme national de capacité d'enquêtes sur les ménages (NHSCP), a changé cette situation.

En 1985, à la fin de la première étape du programme NISH, le FOS et

le Ministère fédéral de planification nationale ont décidé qu'il était temps de réviser et reformuler le programme. *L'Atelier/séminaire pour producteurs et utilisateurs relatif au rapport récemment publié sur l'enquête nationale intégrée sur le ménage et la femme au Nigéria* (Lagos, Nigéria, 11/14 août 1986) a servi de tribune à l'évaluation critique des données existantes et des méthodes d'obtention et de compilation de celles-ci.

A cet atelier, organisé conjointement par l'INSTRAW et le Ministère fédéral du développement social, de la jeunesse et des sports, ont assisté des statisti-

disparités sexuelles sont souvent supposées être la conséquence des responsabilités féminines au sein de la famille et être liées par conséquent au cycle de la vie, les tabulations de variables devraient tenir compte non seulement du sexe mais aussi de l'âge et de la situation matrimoniale. On verrait ainsi apparaître une image

plus claire de l'aspect dynamique de la vie des femmes.

Quant à l'activité économique, des analyses qualitatives supplémentaires sur la population active et de tabulations extensives sont nécessaires pour comprendre les caractéristiques du travail féminin. Les participants ont proposé que la définition élargie de

population active proposée par l'OIT soit utilisée afin d'y inclure le plus possible de travailleurs saisonniers et à mi-temps. Des données sur les heures travaillées pourraient alors être obtenues et tabulées, fournissant une information précise sur les chômeurs et les personnes sous-employées. □

## ● IL FAUT REPOSER LES QUESTIONS

### ● AU PAKISTAN

L'Atelier national de formation sur les statistiques et les indicateurs relatifs aux femmes dans le développement (Islamabad, du 2 au 6 novembre) était organisé conjointement par l'INSTRAW, la Division de la femme et le Bureau fédéral de statistique du gouvernement du Pakistan. On comptait parmi les participants des utilisateurs et des producteurs de statistiques sur la femme, des représentants d'organisations gouvernementales, et d'institutions non gouvernementales telles que des centres de recherche, des universités et des organisations féminines.

Axé sur quatre thèmes principaux, l'atelier a d'abord examiné les sources, la disponibilité, les lacunes et les limitations des données actuelles sur la femme pakistanaise. Ensuite, les conférenciers et les participants ont analysé les problèmes et les difficultés rencontrés pour recueillir et traiter les données concernant la problématique de WID, y compris les domaines où les données sont disponibles mais n'ont pas encore été traitées et ceux où il n'existe même pas de données. Le troisième sujet a porté sur les indicateurs, leur sens conceptuel, leur

validité, leur exactitude relative, leurs limitations et leur usage adéquat. Finalement, l'atelier a analysé les déformations dans les concepts, définitions et classifications utilisés actuellement, ainsi que les obstacles qui s'opposent à ce que les méthodes de recueil de données changent.

La reformulation des questionnaires et des entrevues pour y introduire de nouveaux concepts et définitions a constitué l'un des principaux sujets de discussion. Les participants ont insisté sur le fait que, au niveau de la planification, il faut tenir compte de l'influence des normes socio-culturelles prédominantes. Par ailleurs, une préparation adéquate des enquêteurs et enquêteuses éliminerait les déformations, d'origine sexuelle, dans le langage, et aiderait à saisir des situations propres aux femmes, telles que fécondité, emploi dans le secteur informel, obstacles dans le domaine éducatif et de l'accès aux services de santé.

L'atelier a émis des recommandations de type général et spécifique à l'adresse des divers organismes nationaux qui recueillent des données pour qu'ils en tiennent compte à l'avenir. Ceci était rendu possible du fait que les participants étaient des dirigeants de bureaux nationaux de

recueil de données. Entre autres mesures à long et à court termes, l'atelier a suggéré de:

- Renforcer la participation des organisations féminines à tous les niveaux de production et d'utilisation des données.

- Recruter et former des enquêteuses pour toutes les enquêtes et tous les recensements de la population.

- Informer les utilisateurs de l'utilité, la disponibilité et la fiabilité des données afin qu'ils puissent formuler clairement leurs besoins.

- Diffuser en permanence les indicateurs concernant la contribution de la femme à l'économie pour renforcer la prise de conscience et l'évaluation de la place qu'elle occupe dans la société.

- Faire connaître aux utilisateurs la disponibilité de données, à travers les médias: articles de journaux, brochures de vulgarisation et interviews radio-diffusées et télévisées.

- Obtenir qu'utilisateurs et producteurs analysent à fond les données pour constater les déficiences existantes et proposer des améliorations ultérieures.

- Poursuivre l'échange de matériels entre utilisateurs et producteurs. □

# Maintenant vous pouvez la voir

## Productif mais caché le travail féminin dans le secteur informel

Une question épineuse pour les économistes: comment définir le secteur informel et comment évaluer sa valeur économique? Le manque de précision des définitions et méthodes existantes pour mesurer ce genre d'activités a de graves conséquences pour les femmes dans le monde entier, étant donné qu'un grand nombre de celles-ci, tout particulièrement dans les pays en développement, subviennent à leurs besoins et à ceux de leurs familles grâce à un travail productif au sein du secteur informel —et malgré cela leur tâche continue à être invisible dans le système des comptes de la nation.

Récemment, leur visibilité progresse parce que des spécialistes des sciences sociales, des statisticiens et des économistes cherchent à améliorer les procédés de recueil et d'analyse des données concernant les femmes. Cependant, ces questions épineuses, en particulier celles relatives au Système de comptabilité nationale de l'ONU (SCN) doivent d'abord être examinées et résolues avant de parvenir à un accord international sur la manière d'évaluer ce travail.

Dans ce but, l'INSTRAW, avec la coopération du Bureau de statistique des Nations Unies (BSNU) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), a organisé une réunion d'experts, du 13 au 17 octobre 1986, à son siège de Saint-Domingue, en République dominicaine.

Parmi les participants se trouvaient des statisticiens, des démographes, des économistes et des spécialistes des

sciences sociales, mondialement connus, tels que, Mme. Meena Acharya (Népal), Mme. Rebecca Appiah (Ghana), M. Dereck Blades (Grande Bretagne), M. Kochukunjo Bashir (Inde), M. Ruben Kaztman (Argentine), Mme. Carmen McFarlane (Jamaïque), M. Stein Ringen (Norvège), Mme. Catalina Wainerman (Argentine) et Mme. Helen Ware (Australie). Le BSNU y était représenté par M. Robert Johnston et la CEPALC par Mme. Irma Luz Arriagada et M. Arturo de León. Mme. Wainerman a été élue présidente de la réunion, M. Ringen, vice-président, et Mme. Ware, rapporteur.

Les experts ont examiné les concepts et les procédés pour évaluer les revenus et la production de la femme au sein du secteur informel, dans le but de mettre au point un procédé efficace pour quantifier sa valeur économique dans le cadre du SCN. Alors que les institutions académiques et les organismes des Nations Unies ont amplement étudié le secteur informel, il s'agissait là d'une des premières tentatives du système de l'ONU pour quantifier la production économique féminine en dehors du secteur structuré.

Une telle évaluation implique des conséquences considérables pour la femme. L'invisibilité souvent citée du travail féminin ne s'applique pas seulement aux responsabilités domestiques et d'éducation des enfants mais va bien au delà des activités familiales et ménagères jusqu'au domaine de l'économie nationale. Quand le travail féminin est intimement lié à l'économie

de marché, il est immédiatement baptisé productif et sa contribution à la croissance et au développement économiques est comptabilisée. Cependant, le travail effectué par la plupart des femmes des pays en développement ne fait pas l'objet d'une transaction monétaire et n'est pas facilement quantifiable en équivalents-marché. En plus d'aller chercher de l'eau et le combustible, la femme s'occupe de la parcelle familiale et élève des animaux domestiques; elle est cultivatrice, commerçante et vendeuse d'aliments à petite échelle; elle vend des objets d'artisanat au marché ou travaille à la pièce chez elle contre une maigre et inadéquate rétribution économique.

Ce travail absorbant, éreintant, ne figure pas dans le Produit national brut et ne peut donc être pris en considération par la planification et la programmation économiques ni par les services sociaux —ce qui signifie que les femmes sont des productrices et des dispensatrices de service oubliées.

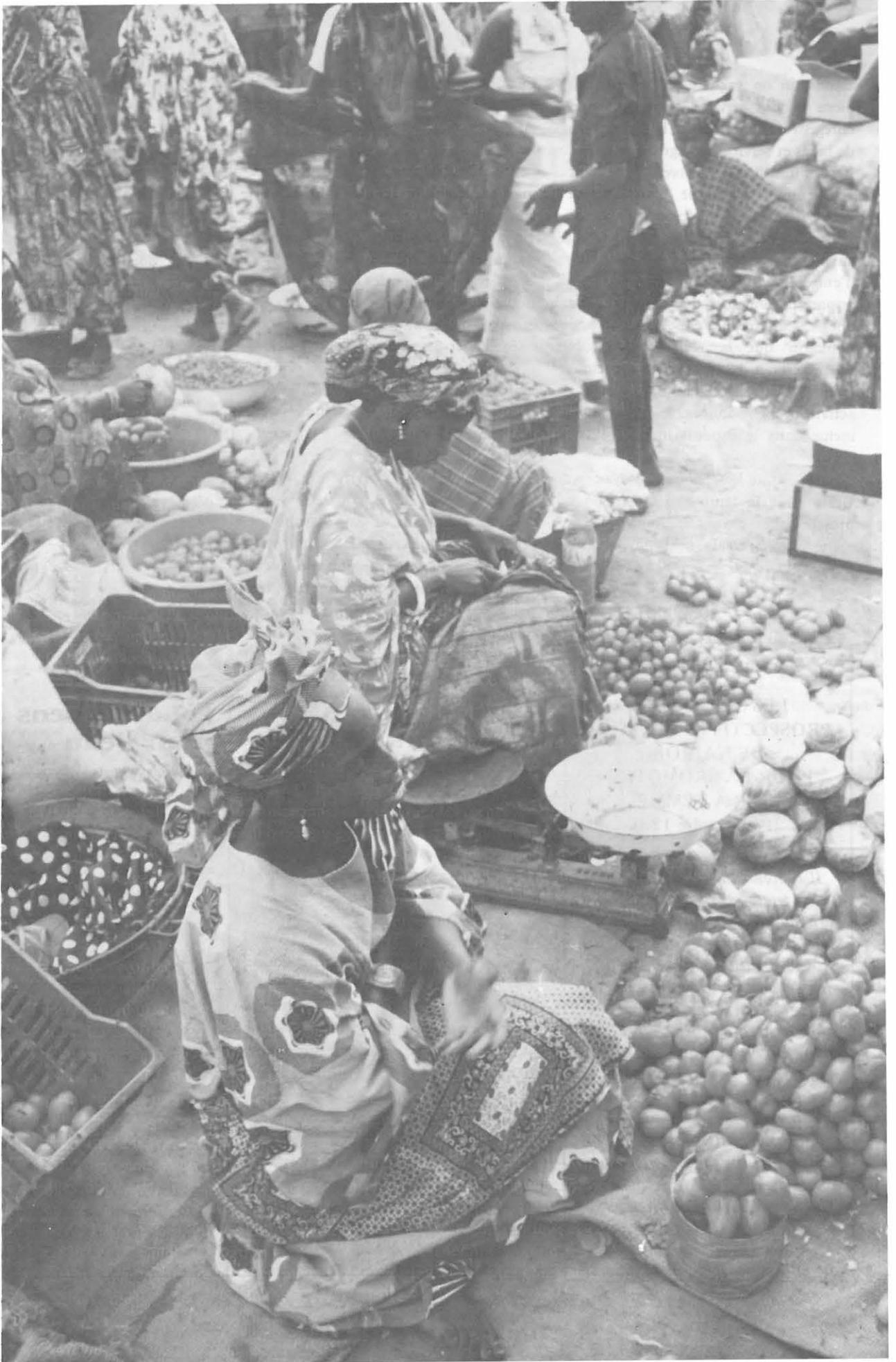
### Caché mais productif

Parmi les recommandations qui ont surgi de la réunion, les experts ont proposé des mesures tendant à l'amélioration des informations concernant la production féminine du secteur informel dans le SCN.

Les participants ont trouvé que les définitions actuelles du SCN étaient confuses en ce qui concerne de nombreuses activités informelles, le plus souvent exercées par les femmes, en particulier dans le secteur économique

*Jour de marché à St. Louis au Sénégal*

UN/John Isaac



clandestin ou caché (qui produit des biens et des services rémunérés non enregistrés ni déclarés) et la production de biens et services à usage domestique. Les limites du SCN peuvent également être étendues afin de tenir compte d'activités telles que le portage d'eau, le stockage des récoltes et peut-être aussi les services de sages-femmes et d'enterrement si ceux-ci ont une réelle importance quantitative dans un pays donné. Le groupe d'experts a exprimé l'opinion que la révision du SCN en préciserait les limites et a recommandé que la valeur ajoutée des activités mentionnées ci-dessus soit incluse dans le Produit intérieur brut (PIB).

Depuis que la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985) a projeté les questions féminines sur la scène internationale, un point polémique est la valeur des travaux domestiques. Le groupe d'experts a proposé

que les pays évaluent régulièrement la valeur ajoutée créée par les ménagères. Afin d'être cohérentes, ces estimations devraient s'effectuer avec les mêmes procédés que ceux utilisés pour mesurer le PIB, mais être incluses dans les données des comptes de la nation en tant qu'agrégat séparé qui pourrait s'appeler PIB élargi.

Afin de valoriser les travaux domestiques non rémunérés les experts ont été d'accord pour dire qu'une méthode adéquate et pratique serait de prendre pour base les salaires perçus par des spécialistes —cuisiniers, blanchisseurs, teinturiers, etc.— ce qui indiquerait les salaires que les ménagères toucheraient pour des tâches similaires si elles étaient payées.

Le groupe d'experts a insisté maintes fois dans ses discussions et recommandations sur le fait que toutes les statistiques pertinentes devraient être recueillies et présentées en tableaux par sexe, ce qui n'est pas encore le cas dans de nombreux domaines et de nombreux pays.

La formation a été considérée secteur prioritaire. Les suggestions incluent la formation et l'entraînement pratique en SCN et autres concepts et applications des statistiques pour les utilisateurs et les producteurs de celles-ci, de même que pour les organisations féminines. Etant donné qu'il a été prouvé que les enquêtes sur l'emploi du temps féminin sont l'un des moyens les plus efficaces pour obtenir des données qui n'apparaissent généralement pas dans les recensements et les enquêtes sur les ménages, le groupe d'experts a demandé aux Nations Unies d'élaborer un manuel technique d'orientation sur la classification et les méthodes utilisées pour les enquêtes d'emploi du temps.

La réunion de Saint-Domingue a apporté à l'actuel débat international sur cette question, un dialogue alimenté par la prise de conscience croissante que le travail féminin au sein du secteur informel représente une contribution capitale à l'économie nationale et doit, par là même, être correctement comptabilisé et rémunéré. □

## Les Pays-Bas contribuent à l'INSTRAW

Un don de 68,000 dollars fait par le gouvernement des Pays-Bas à l'INSTRAW sera utilisé pour analyser la contribution féminine au secteur informel de l'économie. Les conclusions du groupe d'experts réunis pour étudier la production et les revenus féminins dans le secteur informel (Saint-Domingue, 13-17 octobre 1986) avaient été transmises aux représentants des Pays-Bas à la 41<sup>ème</sup> session des Nations Unies. Il en a résulté que, début décembre, le gouvernement néerlandais a annoncé sa contribution à l'INSTRAW. □

## Fonds italiens pour l'eau et l'énergie

Le gouvernement italien a fait un apport de fonds pour deux projets de l'INSTRAW. Le premier, d'un montant atteignant 66,000 dollars, contemple l'élaboration d'un manuel technique sur des cuisinières à bois d'un haut rendement, rationnelles du point de vue écologique, qui sera utilisé dans quatre pays africains. Le second projet concerne le module *La femme, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement* en Ethiopie, en Somalie, au Soudan et au Kenya. Ce don de 150,000 dollars sera utilisé pour la préparation du module, sa mise à l'essai sur le terrain et son adoption postérieure.

Cette contribution avait été annoncée en 1985 par Mme Tina Anselmi, présidente de la délégation italienne à la Conférence de Nairobi. Les efforts inlassables de Madame Daniela Colombo, membre du Conseil de l'INSTRAW, l'ont rendue possible. □

### LES STRATEGIES PROSPECTIVES D'ACTION DE NAIROBI POUR LA PROMOTION DE LA FEMME (Paragraphe 120)

*Il convient de reconnaître, de mesurer et d'intégrer dans la comptabilité nationale, les statistiques économiques et le produit national brut, les contributions rémunérées des femmes à tous les aspects et secteurs du développement et plus encore les contributions non rémunérées. Il conviendrait de prendre des mesures concrètes pour quantifier leur contribution, sans contrepartie pécuniaire, à l'agriculture, à la production alimentaire, à la reproduction et aux activités domestiques.*

# Quel est le choix de technologies pour les femmes?



*Lecture de vélocité du vent aux Philippines*  
UN/C. Redenius



*Cours de dactylographie au Soudan*  
UN/L. Gubb



*Programmatrice de données météorologiques en Algérie*  
UN/UNDP/K. Bader



*Formation technique en Tanzanie*  
UN/UNDP/S. Sprague

Contrairement à la mythologie populaire, aux tabous religieux, aux coutumes sociales et aux simples préjugés, ni les hommes ni les femmes

n'ont une tendance innée vers une habileté ou une occupation données. Cependant, une analyse des publications des Nations Unies sur les femmes

et la technologie, indique que ces facteurs, et d'autres encore, contribuent à maintenir la croyance que les femmes sont prédisposées aux activités domestiques traditionnelles, limitées dans leurs capacités professionnelles et incapables d'assimiler des concepts techniques<sup>1</sup>.

Dès leur jeune âge, les filles sont obligées, à l'école et à la maison, de s'entraîner à des tâches qui feront d'elles de bonnes mères et des femmes au foyer. L'entraînement scolaire qu'elles reçoivent est généralement orienté vers les arts et les sciences humaines. Traditionnellement, tandis que les garçons suivent des cours en science et en technologie qui leur apprennent à penser spatialement, la plupart des jeunes filles parcourent déjà des chemins ségrégués vers le foyer et la famille.

Ces discrédits éducatifs et sociales établissent un patron d'inégalité qui se reproduit lorsque les femmes et les hommes sont adultes. De nombreux jeunes hommes bien entraînés sont suffisamment qualifiés pour accepter des postes dans des domaines scientifiques comme la médecine, les microordinateurs, l'industrie et l'aérodynamique, tandis que les femmes travaillent comme femmes

de ménage, fermières de subsistance et ouvrières de production à la chaîne. Par conséquent les hommes gagnent des salaires plus hauts que les femmes dans leur travaux mal payés ou même pas rémunérés.

Au cours de leurs vies, certaines catégories d'ouvrières manuelles sont déplacées par des machines créées pour faire des opérations simples et répétitives. Malheureusement, lorsque ceci arrive, les compagnies ne peuvent pas ou ne veulent pas entraîner ces femmes dans de nouvelles activités, ce qui leur assurerait un emploi permanent. Dans le cadre d'industries qui utilisent les nouvelles technologies, de nombreuses ouvrières risquent le chômage<sup>2</sup>.

Etant donné qu'il n'y a guère de femmes dans des domaines tels que la construction et l'administration de l'eau, elles manquent de pouvoir et d'influence sur des décisions importantes sur, par exemple, l'irrigation, les récoltes et l'électrification. En conséquence, les législateurs peuvent négliger l'élément femme dans les activités de développement. Ainsi la recherche, les fonds publics et l'allocation de ressources peuvent être inappropriés pour les besoins réels des femmes.

En réponse à ces barrières pour l'avancement de la femme, sa réalisation et l'égalité d'opportunités, INSTRAW prépare un rapport *Choix et Evaluation de la Technologie pour la Mobilisation de la Participation des Femmes au Développement*<sup>3</sup>. En suivant le mandat du Programme d'Action de Vienne pour la Science et la Technologie (1979), aux Stratégies de Nairobi (paragraphe 351) et à la VI<sup>ème</sup> Session du Conseil d'Administration de l'INSTRAW, le rapport analysera "la participation des femmes dans le développement à l'intérieur du système des Nations Unies et examinera le choix et l'évaluation de la technologie dans les pays en voie de développement, y compris l'impact de nouvelles technologies sur les femmes"<sup>4</sup>.

La science et la technologie affectent les individus à la fois positivement et négativement. Par exemple, les appareils électriques économisent du temps et diminuent la fatigue physique.

C'est particulièrement vrai dans les zones rurales où de nouvelles pompes, des tracteurs modernes et des méthodes de contrôle sanitaire permettent aux hommes et aux femmes de jouir d'un meilleur niveau de vie et d'un environnement plus sain.

Récemment, la technologie des ordinateurs a augmenté énormément notre habileté pour créer, conserver et retenir des quantités massives d'information. Les progrès en biotechnologie, même si quelquefois ils sont orientés par des chercheurs qui se concentrent sur des maladies qui affectent les hommes, permettent aux médecins de découvrir de nouveaux procédés et de synthétiser des médicaments tels que l'insuline et la pénicilline. Il est évident que l'on ne peut penser à essayer d'arrêter la croissance potentielle de toute industrie ou technologie.

Les résultats préliminaires de l'INSTRAW, cependant, indiquent que non seulement l'accès aux opportunités d'emploi scientifique et technique a été refusé aux femmes, mais qu'elles peuvent subir encore d'autres effets secondaires troublants dont on n'a pas encore vérifié la portée.

La technologie mal dirigée peut diminuer les revenus des femmes en augmentant leur charge de travail. Lorsque le travail des femmes devient automatisé, l'ouvrière est en trop; comme son travail est déqualifié, il est aussitôt dévalué. Traditionnellement, les hommes ont été liés aux machines; au fur et à mesure que des activités telles que la production des récoltes devient de plus en plus mécanisée, les hommes prennent en charge cette partie du travail agricole des femmes.

Le travail manuel des femmes n'est pas seulement dévalué, il est souvent négligé. Les statistiques sur la force de travail en Afrique nous en offrent un exemple frappant. Un travailleur est considéré "employé" s'il installe des tuyaux. Mais si une femme porte un jarre d'eau pesant quarante kilos pendant plusieurs heures chaque jour de sa vie, elle n'est pas comprise dans le nombre d'individus économiquement actifs de son pays<sup>5</sup>.

Finalement, beaucoup de femmes

1. C. Ahoja-Patel, Krishna, *Women and Technologies* (Femmes et Technologies) (Genève, OIT, 1985). Une bibliographie commentée.
2. Bryceson, Deborah Fahy, *Women and Technology in Developing Countries* (Femmes et Technologie dans les Pays en Voie de Développement), Saint-Domingue, INSTRAW, 1985).
3. Cf. INSTRAW Nouvelles (N. 6, p. 11).
4. Des études sont réalisées actuellement au Canada, en Suisse, en Hongrie, aux Etats-Unis et en République Dominicaine, sur les femmes et la technologie dans divers pays développés et en voie de développement et dans la littérature des Nations Unies.
5. Anér, K. *Eramtidens Insida* (Dans le Futur) (Sotckholm, 1979) Commenté par Maria Bergom-Larsson, "Women and Technology in the Industrialized Countries" (Femmes et Technologies dans les Pays Industrialisés) in *Changement Scientifique-Technologique et le Rôle des Femmes dans le Développement*". Pamela M. D'Onofrio Flores et Sheila M. Pfallin eds. (Boulder, UNITAR, 1982) p. 62.

**INSCRIPTIONS FEMININES DANS DIVERSES BRANCHES SCIENTIFIQUES PAR DISCIPLINE  
(EN POURCENTAGE)**

Région	Pédagogie et formation d'instituteurs	Sciences sociales et du comportement	Sciences naturelles	Mathématiques et ordinateurs	Médecine et santé publique	Ecoles d'ingénieurs	Agriculture	Total de la branche scientifique
Afrique	30	25	20	20	30	5	15	25
Amérique latine et Caraïbes	60	55	50	45	50	10	20	45
Asie et Océanie	55	35	30	30	40	10	20	25
Europe occidentale	65	40	35	30	50	5	25	40
Europe de l'est	70	60	50	45	70	25	35	45

Source: Conférence mondiale de l'ONU pour analyser et évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, à Nairobi; du 15 au 26 juillet 1985. *Enquête mondiale sur le rôle de la femme dans le processus de développement* (Vienne, 11 décembre 1984), doc. A/CONF. 116/4. Les chiffres sont compilés des données nationales réunies par Shirley M. Malcolm: *Science, technologie et débats féminins concernant la table ronde d'experts sur la science, la technologie et la femme (du 12 au 16 septembre 1983)* publié sous la direction de Shirley M. Malcolm (Washington, Association américaine pour le développement de la science, 1984). Malcolm a pris pour base de ses propres calculs l'Annuaire de l'Unesco de 1982 (Paris, Unesco, 1982).

travaillant dans les nouvelles industries de microprocesseurs ou avec des ordinateurs ont des problèmes de santé: stress occupationnel, sévères migraines et nausées qui peuvent les laisser temporairement incapables.

Un autre effet de la technologie sur les femmes, également nuisible, est une conséquence de la croyance généralisée que les femmes sont technologiquement ignorantes. Cette erreur peut être dangereuse pour l'auto-perception de la femme, comme le démontre l'exemple suivant.

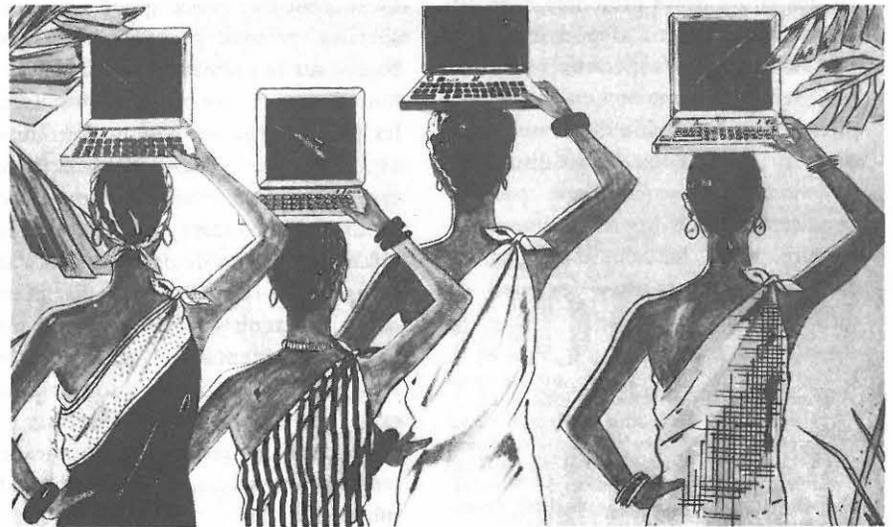
Caméra un: Close up d'un jeune homme fraîchement rasé. Une main de femme aux ongles peints entre dans le cadre et lui présente un rasoir électrique.

Caméra deux: Profil du jeune homme alors qu'il présente les avantages du nouveau rasoir à son amie anonyme.

Patiemment il explique comment il fonctionne, soulignant son adaptabilité et la qualité de la finition.

Finalement la femme invisible parle en off, rit et dit "J'adore quand tu parles 'haute technologie'."

Cette annonce de TV a été projetée, tout le long de l'année en Amérique du Nord. Bien que le message à première vue semble inoffensif, sa signification est profondément troublante: profitant du concept erroné que les femmes sont



Jeffrey Beuglet

technologiquement ignorantes, les producteurs ont créé un personnage féminin naïf, amoindri et sot comparé au brillant personnage masculin qui a gagné l'accès au domaine "sacré" de la science.

Il est troublant qu'en 1986 de telles attitudes et stéréotypes persistent et on ne peut les ignorer. Ce genre d'attitudes sera considéré et analysé certainement dans le rapport sur les femmes et la technologie.

Ces résultats offrent une vision pessimiste pour le statut des femmes. De toute évidence, les femmes, à travers le monde, confrontent une discrimination éducative, d'emploi et gouvernementale, en plus de subir les effets secondaires de la technologie

avancée et l'humiliation de stéréotypes perpétués.

La connaissance approfondie des effets de la technologie et de la science moderne sur les femmes pourra aider à ouvrir les portes de la technologie au moyen d'une meilleure éducation et d'un bon entraînement. Alors les femmes obtiendront une égalité qui rendra obsolètes les images dégradantes comme celle décrite plus haut. La réalisation de ces objectifs bénéficiera les hommes et les femmes au fur et à mesure que les rôles sexuels limités disparaîtront, là où "l'homme est considéré comme le cerveau (raison, technologie, abstraction) et la femme comme les sens (les émotions, le coeur, la nature, l'immanent, etc.)"<sup>6</sup>. □

6. Bergom-Larsson, Maria, op. cité, p. 40.

# Défiant des idées arrêtées

## ETUDES DE FEMMES EN DEVELOPPEMENT

*Les études sur la femme se nourrissent de différentes disciplines et contribuent en même temps et de manière significative à leur développement. Une analyse détaillée demande une étude en profondeur; voici une première approche, résultat d'une enquête globale et régionale menée par l'INSTRAW sur des cours et des programmes sur la situation des femmes<sup>1</sup>.*

Les programmes d'études sur la femme sont habituellement multidisciplinaires, c'est-à-dire qu'ils consistent en des cours isolés présentés dans différentes facultés ou départements ou par des professeurs spécialisés en diverses disciplines. La raison en est la multiplicité de la dimension des femmes, qui peut être taillée dans chaque discipline. Cependant, cela n'implique pas nécessairement une approche interdisciplinaire, dans le sens d'intégrer les divers aspects méthodologiques de différentes disciplines.

1. Pour plus d'information sur ce programme voir Nouvelles INSTRAW No. 7, page 10, et les documents *Research and Teaching of Women's Issue Worldwide* (Recherche et Enseignement sur les Conditions de la Femme dans le Monde), Saint-Domingue, 1986, (Anglais), Document No. 102.
2. Souza Lobo, E. 1986. *Prioritary Issues in the Building of Curricula on Women's Studies in Latin America and the Caribbean*. (Dans l'Etablissement de Curricula sur les Etudes de Femmes en Amérique Latine et aux Caraïbes). Document présenté au séminaire Régional sur le Développement de Curricula et la Préparation de Modules d'Enseignement sur les Femmes en Amérique Latine et aux Caraïbes, organisé par l'UNESCO et le CEM, Buenos Aires, Argentina, Juin 1986.
3. T. S. Khun, 1970. *The Structure of Scientific Revolutions*. (*La Structure des Révolutions Scientifiques*). The University of Chicago Press, Chicago, U.S.A.
4. G. Bonder, 1982. *Women's Studies and the Epistemological Review to the Paradigms of Human Sciences*. (Etudes sur les Femmes et la Revue Epistémologique des Paradigmes des Sciences Humaines). Document présenté au Premier Colloque International sur la Recherche et l'Education sur les Femmes, organisé par l'Institut Simone de Beauvoir de l'Université de Concordia, Montréal, Canada.

Est-il surprenant que ce soit dans les sciences sociales que les études de femmes aient particulièrement fleuri! C'est peut-être parce que les sciences sociales, presque par définition, sont basées sur la prémisse que les relations humaines sont des constructions sociales. Ainsi, le genre, comme tout autre aspect de la relation sociale, peut être étudié et changé (même si de nombreux concepts théorétiques et méthodologiques de psychologie, d'anthropologie et d'autres disciplines n'ont pas tenu compte de cette prémisse fondamentale). D'autre part, les sciences sociales peuvent soutenir des exigences sociales pressantes qui expliquent la situation des femmes en termes d'emploi, de fertilité et de subordination.

Mais il existe aussi des différences entre régions comme il en existe entre les disciplines qui accueillent les demandes et les préoccupations féministes. Il en est ainsi parce que, entre autres choses, la recherche théorétique est articulée simultanément avec les exigences sociales et les discussions théorétiques du moment (Souza Lobo, 1986)<sup>2</sup>.

### Etudes sur la femme et la reconstruction du savoir

T.S. Kuhn<sup>3</sup>, dans son livre sur la philosophie de la connaissance et l'histoire de la science, développe le concept de **paradigme** pour décrire des idées scientifiques universellement reconnues et qui, pendant un certain temps, ont offert des modèles de

problèmes et de solutions à une communauté. Cette notion a défié la conception positiviste de la science, démontrant comment l'évolution des soi-disant sciences exactes était dirigée par les questions et les problèmes limités ou spécifiques du moment, et, dans un sens, par des préjugés successifs.

Gloria Bonder (1982)<sup>4</sup> remarque que dans les sciences humaines le concept de paradigme signifie "L'ensemble des concepts généraux sur l'être humain et sur la réalité sociale, les méthodes à employer pour les approcher et les moyens considérés légitimes pour les aborder". Certaines suppositions sous-tendent chaque parcelle du savoir ou de la propre recherche.

Ces suppositions dérivent généralement de l'idéologie dominante des groupes de pouvoir. C'est pourquoi, comme Bonder l'affirme, "La manière dont une société choisit, classifie, distribue, transmet et évalue la connaissance, reflète la distribution du pouvoir et les directives pour maintenir le contrôle social". Etant donné que les hommes ont prédominé dans la sphère publique de pouvoir, écartant les femmes de la production, il n'est pas surprenant que notre vision de l'être humain, de la société et de son développement soit fondée sur un préjugé masculin.

Quand de nombreuses femmes commencent à recevoir une instruction académique, à contester leur position dans la société et à réclamer certains changements, elles génèrent aussi de nouvelles approches face aux concepts

et à la connaissance établis sur les êtres humains et la société. A partir de diverses disciplines les chercheurs sensibles à la condition de la femmes soulèvent d'autres questions, offrent de nouvelles données, redéfinissent des concepts, formulent de nouvelles théories et rejettent les anciennes.

## De la perspective de la femme

Dans ce processus, les études sur la femme atteignent plusieurs objectifs, quelques uns non planifiés. Au début spécialement aux Etats-Unis, les études sur la femme avaient pour but de corriger les versions distorsionantes ou qui masquaient la participation des femmes dans l'histoire et dans la culture. La recherche sur les femmes a aussi des objectifs pratiques et politiques, car pour changer la situation des femmes, il faut d'abord en comprendre les racines et les causes. Enfin, et de façon peut-être inattendue, parce que ce n'était pas un objectif explicite, la recherche sur la condition des femmes offre d'importantes contributions aux diverses disciplines.

Des anthropologues sensibles à la condition des femmes ont remarqué le préjugé masculin dans les études sur l'évolution humaine. Leurs découvertes ont changé substantiellement certaines théories qui négligeaient la participation des femmes à l'aube de la société. S. Slocum (1971)<sup>5</sup> remarque que, pour les anthropologues, c'était les hommes qui, par leurs activités de chasse, avaient développé le langage, les autres habiletés culturelles et même la capacité cérébrale. Des études d'anthropologie du point de vue des femmes ont rétabli l'importance des activités d'agriculture et de cueillette pour le développement humain, modifiant la vision auparavant mutilée des femmes.

5. S. Slocum. *Women the Gatherer: Male bias in Anthropology. In Toward Anthropology of Women.* (Les Femmes, Cueilleuses: Préjugés masculins en Anthropologie, dans *Vers une Anthropologie des Femmes*), édité par R. Reiter, Monthly Review Press, New York, U.S.A.

Les études sur la femme ont contribué aussi de façon significative à une production et à une utilisation des statistiques plus adéquate et plus critique. La production de statistiques se base sur les idées prédominantes sur un sujet spécifique. Par exemple, le concept de "travail" guidant la compilation de la plupart des données exclue simplement de nombreuses activités de femmes. Le secteur informel de l'économie où des millions de femmes s'occupent de la subsistance de leurs familles, a toujours été un domaine vague, négligé. La plupart des questions posées, de façon routinière, dans les recensements et les enquêtes sur les femmes au foyer, n'ont pas su saisir la variété et la fluidité du travail des femmes. La redéfinition des concepts dans la perspective des femmes contribue à générer des statistiques plus fiables.

Pendant la décade de la Femme des Nations Unies, un nouveau groupe d'approches surgit, établissant une relation entre les femmes et les processus de développement.

Auparavant le développement était considéré en termes économiques, mesuré par certains indicateurs tel que le produit national brut. Quand il a été démontré que la qualité de vie de nombreuses populations dans les pays en voie de développement ne s'était pas améliorée, en dépit des indicateurs qui, eux, s'amélioraient, une autre vision du développement a été adoptée. Celle-ci soulignait les besoins essentiels des femmes au foyer les plus nécessitées. Des femmes, alors, ont signalé qu'on ne peut assumer que les bénéfices soient également partagés dans la même proportion entre les membres de la famille. Dans le monde entier, des études précises sur la structure de la famille ont confirmé leurs protestations.

Il est évident à présent que le développement économique est une condition nécessaire mais insuffisante pour l'avancement des femmes.

Actuellement, de nombreux chercheurs font beaucoup plus attention à la portée de la culture, de l'idéologie et de la sphère sociale, élément significatif

pour la compréhension de la condition des femmes et l'amélioration des projets de développement. Des chercheurs et des planificateurs intéressés par les femmes et le développement insistent sur l'importance de combiner des approches macro et micro et de trouver un cadre conceptuel qui ne perdra pas de vue les besoins essentiels de l'individu (matériels et émotionnels) tout en tenant compte de tous les facteurs (international et national, économique et politique, légal, idéologique, etc.) qui incide sur chaque femme.

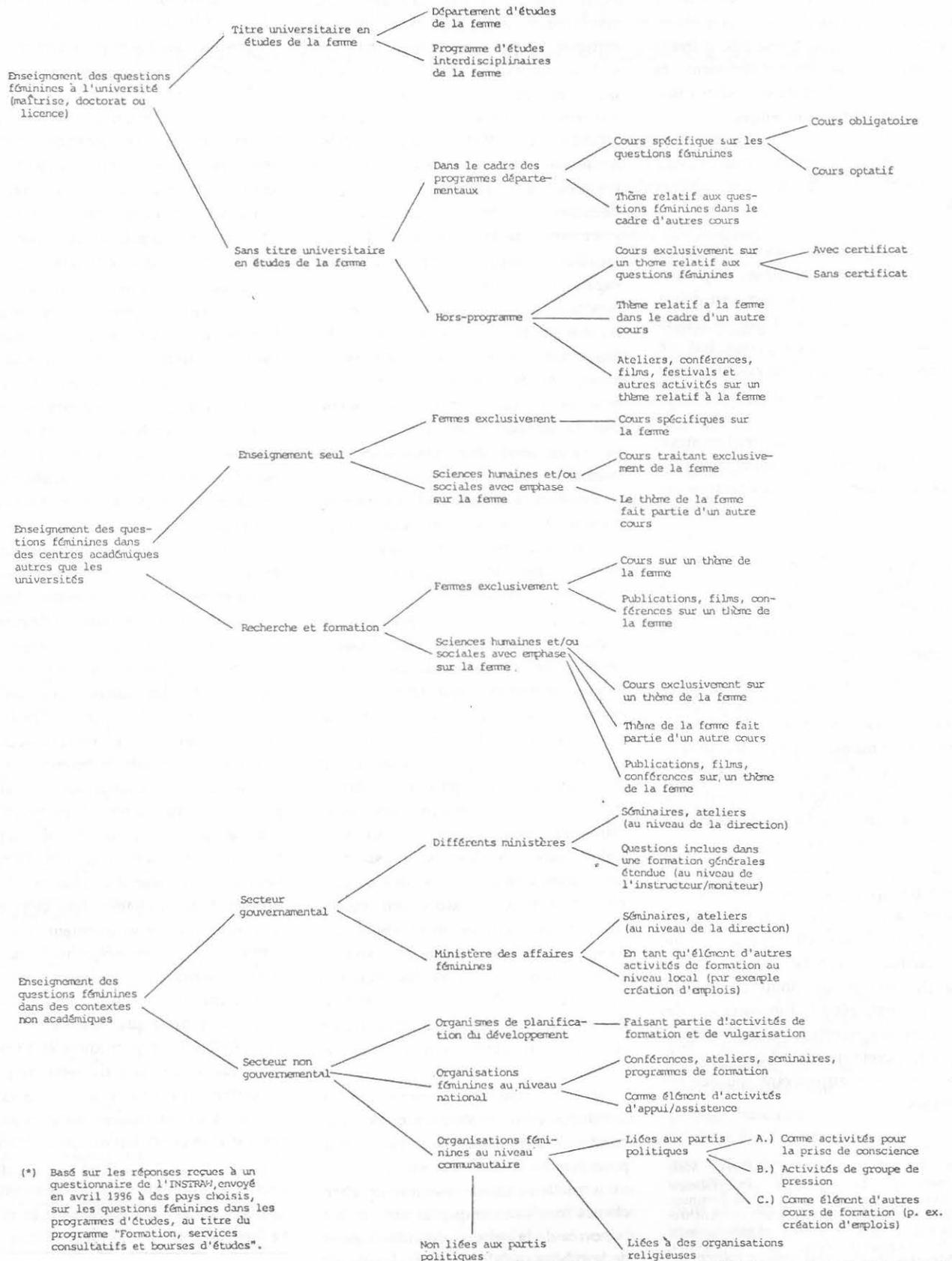
Dans le domaine des politiques de développement, les études sur la femme ont contribué de façon significative à mettre en valeur le rôle des femmes comme bénéficiaires et agents.

Ainsi donc, le fleurissement mondial d'études sur les femmes est en train de marquer l'organisation et la construction du savoir, des statistiques à l'anthropologie. Mais les études sur les femmes modifient aussi les mentalités, la conduite et l'organisation sociale des peuples.

La recherche est la construction en blocs de l'éducation, puisqu'elle oriente le contenu de ce qui est enseigné. La recherche et l'enseignement sont, par conséquent, les deux faces d'une même pièce. Ils reflètent et influencent en même temps le climat intellectuel, politique et social du moment. Dans un monde où le changement social est planifié de plus en plus, la recherche et l'enseignement jouent un rôle important dans la description et la compréhension de la réalité à changer. Nous devons donc envisager dans ce sens la recherche et l'enseignement sur les femmes et les conséquences du développement.

Il existe un rapport entre l'académique et le politique: chaque théorie a des implications politiques et chaque politique a une base théorique pour la soutenir. En ce sens les études sur la femme sont particulièrement pertinentes, car elles contribuent non seulement à la reconstruction d'un savoir, mais encore à la construction d'une nouvelle société où les femmes auront la place et l'importance qu'elles méritent. □

# Enquête mondiale sur les études des femmes



# Formation pour l'année 2000

*"Éduquer un homme c'est éduquer un seul individu;  
mais éduquer une femme, c'est éduquer toute une nation".*

James Aggrey

**UNE AUTRE APPROCHE.** L'un des facteurs qui affecte le plus négativement la condition féminine consiste en une éducation et une formation inadéquates ou inexistantes.

Ceci a de sérieuses répercussions pour les femmes de tous les milieux sociaux qui sont ainsi empêchées de participer à la vie culturelle, politique et économique de leurs communautés. Il est vrai qu'au cours des dernières décennies les femmes ont fait de notables progrès dans le domaine de l'éducation. Les inscriptions scolaires des filles ont quadruplé au cours des 35 dernières années. Même si dans les pays en développement le taux d'alphabétisation est de 50 pour cent pour les femmes alors qu'il est de 68 pour cent pour les hommes, les taux globaux d'alphabétisation féminine révèlent un accroissement record.

Mais, de nos jours, alors qu'une décennie à peine nous sépare de l'an 2.000, éducation et formation sont beaucoup plus que cela. Bien sûr, l'alphabétisation est indispensable, mais le sont aussi la parfaite connaissance des ordinateurs et de la technologie des télé-communications, l'entretien des réseaux de distribution d'eau et d'assainissement, la connaissance et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, et la maîtrise de toutes sortes d'habiletés techniques.

A un niveau plus subtil, l'éducation formelle et informelle renforcent généralement les stéréotypes restrictifs. Les femmes qui ont vu leur éducation contrecarrée par la discrimination sexuelle sont mal préparées pour poursuivre des études débouchant sur

des postes de gestionnaires ou pour assumer des rôles où elles auraient autant de chances que les hommes d'influer sur la formulation des politiques. Il n'est pas surprenant qu'aussi bien dans le secteur gouvernemental que dans le secteur privé, les politiques soient tracées surtout par des hommes,

---

## Pourquoi l'INSTRAW?

*Plusieurs caractéristiques permettent à l'INSTRAW de formuler et de mener à bon terme cette stratégie:*

*— Il n'est pas une énorme machine bureaucratique, mais un service dynamique pouvant établir de fructueuses relations de collaboration avec un réseau d'institutions, de chercheurs et de consultants, sur une base de contacts personnels.*

*— Son caractère international en tant qu'organisation autonome des Nations unies lui permet d'établir des liens avec des institutions et des individus de haut niveau, appartenant ou non au système des Nations unies.*

*— Ayant la possibilité d'utiliser des ressources nationales existantes pour diriger ses programmes de formation sans assumer la responsabilité directe pour l'organisation et la gestion, l'INSTRAW n'a pas besoin d'infrastructure physique pour la formation, telle que salles de classe ou bâtiments. □*

---

et par là même les questions et aspects vitaux qui auraient besoin d'une perspective féminine pour être correctement orientés y sont insuffisamment représentés. C'est l'une des raisons pour laquelle les hauts fonctionnaires et les planificateurs ont, eux aussi, besoin de formation. Car, pour réaliser les choses différemment, on a d'abord besoin de les voir différemment.

Dans le monde entier on prend conscience que la femme représente un potentiel trop riche pour être maintenue à l'écart. C'est une affaire de justice aussi bien que d'efficacité. Si la contribution de la femme n'est pas garantie (et dûment prise en considération) le développement se concentrera d'un seul côté et ses bénéfices seront répartis inégalement parmi la population.

Pour renforcer cette prise de conscience, changer les attitudes face aux femmes et assurer leur totale participation au développement, il faut créer un processus durable d'information, d'éducation et de communication. La formation des hommes et des femmes, surtout s'ils occupent des positions de leaders ou de gestionnaires, fait partie du processus.

Quelles que soient les personnes concernées, le but d'une telle formation est de permettre aux femmes de se recycler et d'acquérir des connaissances, d'utiliser leurs facultés au maximum, de parvenir à un meilleur contrôle sur la direction et la qualité de leurs vies. Pour que les femmes fassent un tel bond en avant, l'appui des échelons supérieurs de la hiérarchie nationale est nécessaire. La sensibilisa-

tion, la prise de conscience et les changements d'attitude au niveau des directeurs et des administrateurs sont donc des facteurs importants.

**UNE STRATEGIE PRATIQUE.** L'INSTRAW vise à développer les ressources humaines par le biais de deux groupes principaux: d'une part, les gestionnaires du développement de tous niveaux, planificateurs, personnel technique, administrateurs et personnel de projets, et, d'autre part, les membres des organisations féminines qui occupent des postes de direction, de leaders ou de cadres.

Au commencement de 1985, l'Institut a entrepris un examen et une évaluation des besoins, activités, et fonctions de la formation. Les résultats sont présentés dans le document, *Activités de formation: ébauche d'une politique*.

La stratégie met moins l'accent sur les approches conventionnelles de la formation et davantage sur les méthodologies de participation employant des instruments modernes de communication, l'utilisation de l'ordinateur et de la plus récente technologie des communications.

La stratégie inclut un système d'exécution intégré opérant à quatre niveaux, qui comporte des éléments de formation différents mais apparentés, visant à satisfaire une gamme étendue de besoins et objectifs de formation:

— le développement et le renforcement des accords de coopération avec les organisations et institutions gouvernementales et non gouvernementales nationales et internationales.

— le développement de la capacité nationale pour la formation des femmes dans le développement par des méthodologies adéquates, telles que des modules de formation.

— la création de services conseil pour la formation ou l'installation de bureaux, de groupes ou de centres d'études féminins; la préparation de programmes d'enseignement sur les femmes et le développement.

— la gestion d'un programme de stages/bourses pour instructeurs spécialisés dans le domaine des femmes et du développement. □

## Au Bangladesh et en Inde

# Application des stratégies en Asie

**DIRECTIVES ET QUESTIONNAIRES.** Avec la collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Centre pour le développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP), l'INSTRAW a dirigé un exercice pilote sur la formulation de Directives et Questionnaires relatifs aux femmes dans le développement, à Dhaka, au Bangladesh, du 22 au 28 août 1986.

Des planificateurs, des dirigeants et des techniciens de haut niveau, en provenance de trente-huit pays du Sud et du Sud-est asiatiques et du Pacifique, ont assisté. La séance de formation visait à développer chez les participants la capacité d'identifier et d'incorporer les questions féminines au développement du secteur rural, en insistant tout particulièrement sur la contribution de la femme à des programmes de production et d'auto-suffisance agricoles et alimentaires.

Au cours de cette expérience de formation active, une méthodologie expérimentale modulaire qui serait perfectionnée plus tard et utilisée au niveau national a été présentée aux participants. Le succès remporté par cette séance de formation pilote laisse

\* Parmi les soixante participants se trouvaient des experts d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, des représentants des organisations des Nations Unies, d'organisations inter-gouvernementales, d'organisations féminines et de centres de recherches. Plusieurs étaient des experts dans le domaine de WID, de renom international: Joan Acher, Simi Afonja, Neuma Aguiar, Lourdes Arizpe, Carmen Barroso, Eva Alterman Blay, Leila Dube, Ingrid Eide, N. Heizer, Jenne Ilo, Aisha Iman, Devaki Jain, E. Jelin, D. Kandiyoti, I. Lorgia, Geertje Lyklama, Lucille Mair, Abu Nes Mesnim, Maxine Molyneux, Rhoda Reddock, K. Saradmoni, Nalini Singh, Helen Stamiris et Yordanka Tropolova.

présager que l'expérience pourrait se renouveler dans d'autres régions, de même qu'à l'échelle nationale.

**REEVALUATION DE LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT.** Le séminaire international conjoint de l'Unesco et de l'INSTRAW sur la *Réévaluation de la femme dans le développement: Formation et recherche en sciences sociales*, organisé en collaboration avec le Conseil international des sciences sociales (ISSC) et le Comité de recherche de l'Association des sociologues de l'Inde (ISA), s'est tenu à New Delhi (Inde) du 25 au 27 août 1986\*.

Les débats de ce séminaire innovateur ont mis en évidence certains aspects fondamentaux de la discussion actuelle sur le développement. Il est clair que les différents modèles de développement qui font maintenant partie de nos structures économiques et sociales ne satisfont à aucun niveau les besoins féminins. De même, les recherches et les mesures concernant les questions féminines mises en oeuvre tout au long de la Décennie des Nations Unies pour la femme n'ont pas été analysées afin d'incorporer la femme aux nouveaux systèmes de valeurs sociales et économiques. La femme continue à ne pas avoir sa place dans les accords résultants des négociations internationales.

La conclusion unanime de ce séminaire fut que la femme doit travailler systématiquement sur les paradigmes de nombreuses disciplines afin de contester certains concepts existants. La voix de la femme, a-t-il été conclu, doit se faire entendre, maintenant que les systèmes de réseaux de communication deviennent plus solides et plus efficaces. □

# Programmes de formation multimédia

## Une image raconte des milliers d'histoires

La méthode de formation adoptée pour 1986-1987 reflète la prise de conscience par l'INSTRAW du besoin urgent d'accorder la priorité non plus à l'enseignement didactique, mais à des méthodologies plus innovatrices et plus actives où les média constituent l'élément essentiel d'appui.

Chaque ensemble de programmes a été conçu pour être utilisé soit comme un stage de formation spécialisé avec une durée spécifique, soit comme des thèmes indépendants insérés dans des programmes de formation de secteurs et d'institutions s'occupant du développement et ayant leurs propres plans et stratégies. Quelques modules peuvent être pris comme points de l'ordre du jour dans des séminaires d'information destinés aux responsables et consultants de programmes et seront également utiles pour les séminaires de formation en management et pour les programmes de formation destinés aux agents communautaires.

**COMMENT CONCEVOIR LES FEMMES ET LE DEVELOPPEMENT.** Ces ensembles de programmes de formation sont conçus comme un matériel complexe de formation et de programmation contenant des thèmes ou modules susceptibles d'être utilisés par différents groupes de stagiaires. Ils visent à fournir des faits et des chiffres sur la contribution de la femme au développement, les ressources, la formation et les autres prestations dont elle doit pouvoir disposer, de même que les préoccupations, les questions et les problèmes qui doivent être pris en considération au moment d'élaborer des politiques, des plans d'action et des évaluations. Ils fournissent également une information pratique concernant l'application des connaissances et du savoir acquis.

\* Le prix du jeu de deux ensembles de programmes est fixé à 700 dollars. Veuillez vous adresser à l'INSTRAW, c/o Desk officer on WSS, P.O. Box 21747, Saint-Domingue, République Dominicaine.

**COMMENT LES FEMMES PEUVENT GERER LES RESSOURCES EN EAU?** Le premier ensemble de programmes concerne *Les femmes, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement*. Elaboré avec la collaboration du Centre de formation de l'OIT de Turin, en Italie, il répond au besoin ressenti d'incorporer plus concrètement la femme à la planification, la formulation de politiques et la mise en oeuvre de projets et de programmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement (WSS) et de sensibiliser les directeurs de projets au rôle joué par la femme dans ce domaine.

L'ensemble de programmes consiste en deux jeux de modules dont l'un s'adresse aux planificateurs du développement, aux formulateurs de politiques et aux directeurs de projets de WSS, et l'autre aux dirigeantes d'organisations féminines. Le premier ensemble est monté en séminaire de cinq jours, alors que le second a une durée de dix jours. Tous les deux incluent des aspects concernant la participation de la femme à tous les niveaux de la planification, mise à exécution et évaluation de projets et de programmes de WSS, y compris le choix de la technologie, le rôle de la femme en matière d'éducation et de formation, tout particulièrement dans le domaine de la santé et de l'hygiène.

Au cours de la seconde étape du projet, un ensemble de programmes complémentaires destinés aux instructeurs communautaires sera élaboré avec la collaboration de la *Fondation de l'eau*, centre technique français de formation (voir page 22). Dans ce but, l'INSTRAW se charge d'un projet pilote visant à incorporer la femme aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les quartiers populaires urbains et périphériques des pays en développement, et par là même, à améliorer l'efficacité des programmes de WSS.

**LES FEMMES ET L'ENERGIE.** L'INSTRAW s'est rendu compte que dans le domaine de l'énergie, on manque de matériel de formation approprié, et que lorsque celui-ci existe, l'utilisateur principal de l'énergie au niveau du ménage — la femme — en a été systématiquement écarté. Pour répondre à ce besoin, l'INSTRAW se propose de créer des ensembles de programmes modèles constitués de textes et de matériel audio-visuel, qui feront partie de stages et de séminaires existant déjà ou qui seront utilisés comme stages spécialisés. Basés sur le résultat des enquêtes menées par l'INSTRAW sur la femme et l'énergie, les modules visent deux des principaux publics de l'INSTRAW: les planificateurs, les directeurs de projets et les experts qui ont besoin d'être sensibilisés à cette problématique, et les dirigeantes des organisations féminines.

Après les essais pilotes et les révisions, les modules seront adaptés et traduits en vue de leur utilisation dans les différents pays.

**ESSAI SUR LE TERRAIN ET EVALUATION.** Les essais sur le terrain et l'évaluation incluent:

a) contrôler les indicateurs spécifiques de qualité, tels que la clarté, l'acceptabilité, la crédibilité des ensembles de programmes et leur adéquation aux publics choisis comme cibles, et déterminer s'ils ont été correctement orientés et atteignent les publics choisis.

b) évaluer l'impact des messages sur le projet, les participants et les bénéficiaires du projet en termes de modifications observables dans le domaine social et de changements dans les connaissances, les attitudes et le comportement.

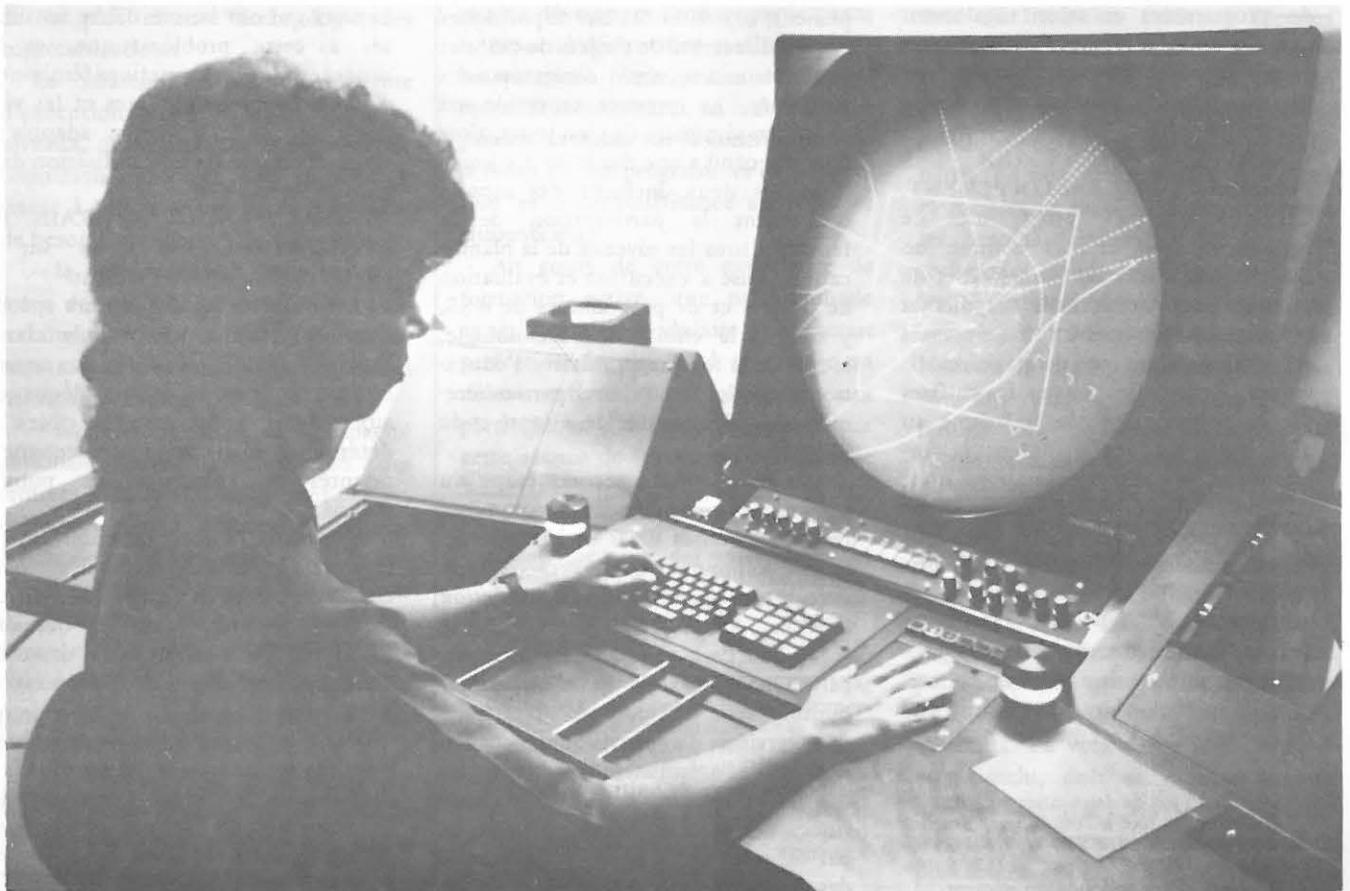
Dans le premier cas, le feed-back signalera les domaines qui devront être modifiés ou améliorés. Les ensembles de programmes seront révisés, en accord avec les résultats obtenus, pour accroître leur efficacité. □



Sofia-Pressse/V. Milanov

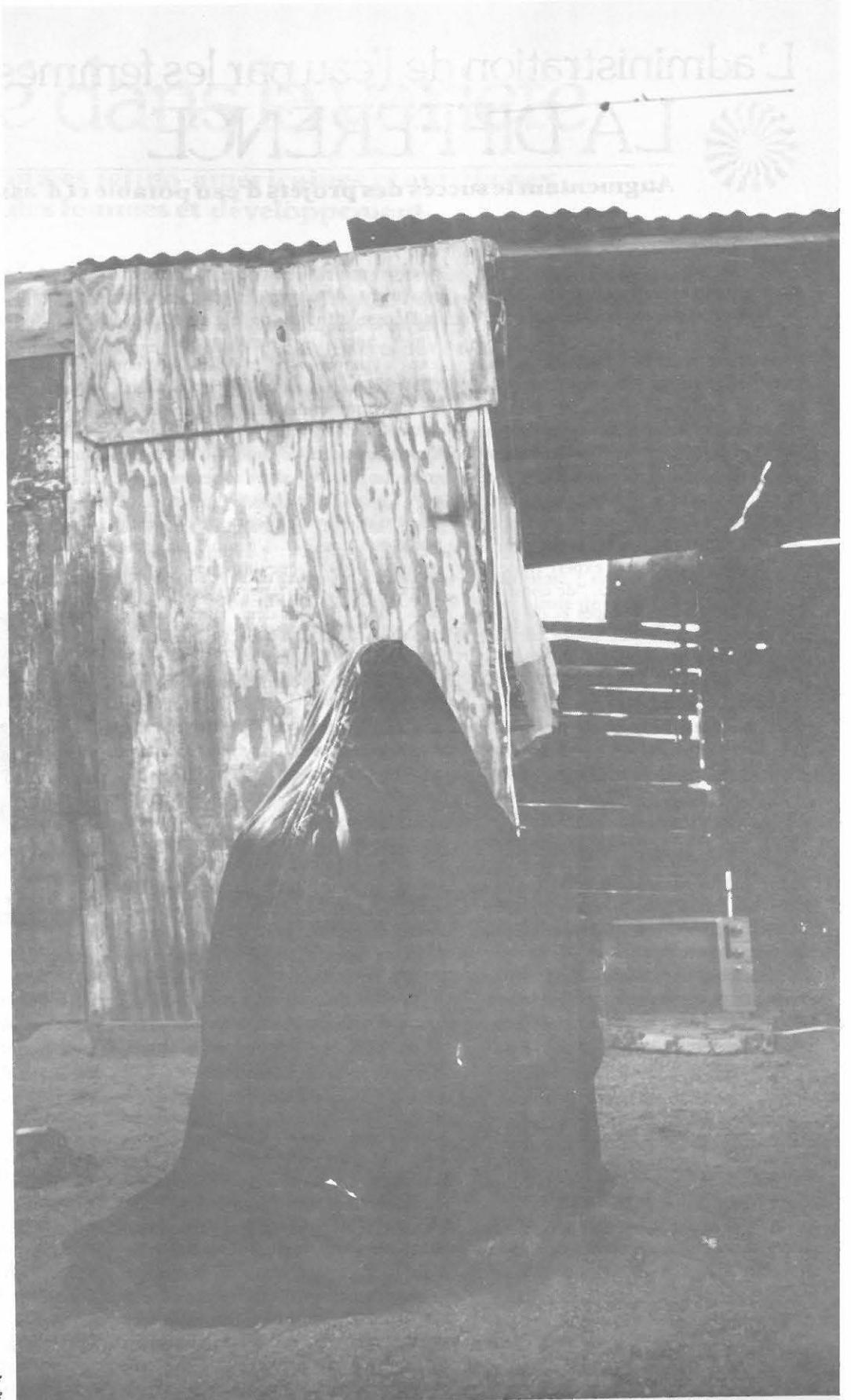
*Les femmes  
aprennent  
a vivre  
avec  
la technologie*

*Polyclinique en Bulgarie*



*Entrainement sur ordinateur au Brésil*

UN/Milton Grant



*Femme bédouine regarde  
la télévision, Egypte*

# L'administration de l'eau par les femmes peut faire



## LA DIFFERENCE

Augmentant le succès des projets d'eau potable et d'assainissement

Des calculs récents démontrent que dans les pays en voie de développement 30 pour cent seulement de la population rurale et 75 pour cent de la population urbaine disposent d'eau potable fiable. L'assainissement est un luxe rare: 80 pour cent dans les zones rurales et presque la moitié dans les villes en manquent. Il est vrai qu'au cours des cinq dernières années, de nombreux pays ont fait de considérables efforts pour résoudre ces problèmes. "Cependant il n'est guère utile", dit Daniel Villesot, un expert français de la Fondation de l'Eau, "de construire des milliers de pompes et de puits si l'entretien n'est pas assuré par une participation active de la communauté".

Villesot sait de quoi il parle. L'ingénieur chimiste a visité Saint-Domingue lors d'une mission officielle à l'INSTRAW de la Fondation de l'Eau. Ayant son siège à Limoges, la Fondation est le plus grand centre d'entraînement en France, offrant un entraînement professionnel et technique permanent dans les problèmes concernant l'eau, de même que des services consultatifs orientés vers les pays en voie de développement.

Chaque année 350 candidats environ suivent des cours à Limoges. "Malheureusement", dit Villesot, qui fait partie de la Fondation depuis ses débuts, "il y a eu très peu de femmes parmi nos étudiants, moins de 10 pour cent. Et je dis malheureusement parce que je suis convaincu qu'elles prendraient plus à coeur les orientations de l'hygiène sanitaire que leurs collègues masculins ne le font maintenant".

La Fondation fait aussi des travaux sur place, établissant ou aidant à appli-

quer des projets d'eau potable et d'assainissement à travers le monde dans la Décennie Internationale des Nations Unies pour l'Approvisionnement en Eau Potable et l'Assainissement (IDWSSD). Là, dans les vastes plaines de l'Afrique et les villages bondés du Sud-Est Asiatique, la fondation a appris quelques leçons. "Il n'y a pas très longtemps, dans de nombreux pays", dit Villesot, "l'idée était de construire autant de pompes et de puits que possible. Un jour, un grand camion venait, des hommes déchargeaient leur équipement, perforaient sans cesse, installaient une pompe, donnaient quelques brèves explications et partaient. A leur retour, l'année suivante, ils apprennent que les villageois avaient osé utiliser la pompe et son eau jusqu'à ce qu'elle se casse. Alors personne n'avait su comment réparer et entretenir celle-ci. D'autres fois les villageois avaient refusé de coopérer avec les coûts d'entretien et de réparation. Et pourquoi le feraient-ils? Nos femmes apportent l'eau de la source comme elles le faisaient auparavant, disaient-ils. L'expert étranger arrive et perce sans nous consulter. C'est sa pompe. Pourquoi paierions-nous la réparation?"

Le plan des projets a changé de nos jours. A présent, selon Villesot, moins de puits et de pompes sont construits, mais les pourcentages de succès sont plus élevés. "Auparavant, 3000 puits, peut-être, auraient été perforés en une seule année— mais 60, même 80 pour cent du matériel installé n'était pas utilisé. Non pas à cause des techniques, du personnel ou du matériel", dit Villesot, "mais parce que la communauté n'avait pas été sensibilisée d'abord".

A présent les villageois sont consultés d'abord, puis ils reçoivent des notions de base sur le ravitaillement d'eau et l'assainissement. "Malheureusement, quand l'eau potable arrive

finalement", dit Villesot, "des techniques et des moyens inadéquats de transport, l'emmagasinage et l'usage endommagent sa qualité".

Le ravitaillement d'eau et l'assainissement sont une tâche plus complexe que le seul fait de perfore des puits et d'installer des pompes.

Villesot a quelques histoires à raconter. Des pompes à diesel installées dans des endroits où il n'y a pas de diesel pendant des kilomètres et des kilomètres. Des pompes aux manivelles



trop lourdes pour que les femmes et les enfants puissent les lever. Des latrines construites sur des terrains poreux à moins d'une centaine de mètres de la source d'eau potable avec une contamination constante par le sol. "Le IDWSSD apporte une nouvelle approche", dit Villesot, "née de la réflexion conjointe des fournisseurs de matériels. Il y a eu trop d'erreurs, trop de hâte".

L'évidence accumulé pendant la IDWSSD démontre que les projets d'eau potable et d'assainissement ont plus de succès lorsque la communauté et les femmes sont activement engagés. "Dans la seconde moitié de l'IDWSSD", dit Villesot, "Je suis convaincu que les femmes sont le lien définitif pour son succès ou son échec". □

Cet article est basé sur la transcription d'une entrevue à Mr. Daniel Villesot, faite à Saint-Domingue, République Dominicaine. Pour plus d'information sur la Fondation de l'Eau, écrivez s'il vous plaît à: rue Chamberland, 87100, Limoges, France.

# L'unité dans la variété

## Formation des femmes latino-américaines et antillaises dans le domaine des femmes et développement

*Des plaines du Sud jusqu'aux régions des Andes, des forêts amazoniques jusqu'aux îles ensoleillées, les femmes latino-américaines et antillaises sont aussi différentes que leur réalité géographique, économique et socio-culturelle. Mais il existe une unité dans la variété: les inégalités d'origine sexuelle qui imprègnent jusqu'aux efforts de développement.*

Dans le but d'analyser la situation des femmes dans le développement, plus de trente-cinq planificateurs du développement, chercheuses et représentantes d'organisations féminines gouvernementales et non gouvernementales des pays latino-américaines et antillais –tous femmes– se sont réunies du 27 octobre au 14 novembre à Santiago du Chili pour un atelier de formation.

Leurs formations professionnelles étaient tout aussi variées que leur continent. La diversité a été source d'enrichissement, puisque les femmes qui appartenaient aux organisations non gouvernementales et celles des administrations gouvernementales ont partagé avec enthousiasme leurs expériences et leurs préoccupations, créé des stratégies communes et découvert les problèmes existant de chaque côté.

L'atelier de trois semaines sur *La femme, le développement et la planification en Amérique latine et aux Caraïbes*, organisé conjointement par l'Institut latino-américain de planification sociale et économique (ILPES) et l'INSTRAW, avec la coopération de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et le Centre latino-américain de démographie (CELADE), fut l'une des premières tentatives au sein de la région pour réunir des agents de développement à tous les niveaux pour discuter les questions de WID et s'assurer que celles-ci n'en restent pas simplement au niveau théorique.

Des experts internationalement connus ont donné des conférences sur les questions de WID, telles que Lourdes Benería (Mexique), Gloria Bonder (Argentine), Teresita de Barbieri (Uruguay), Magaly Pineda (République dominicaine), Catalina Weirnerman (Argentine). L'INSTRAW y était représenté par Fabiola Cuví-Ortiz, vice-présidente du Conseil d'administration, qui a inauguré le séminaire et par Dunja Pastizzi-Ferencic, directrice de l'Institut et Mercedes Sayagués, fonctionnaire de l'information, qui ont fait des exposés. Les conférenciers des institutions organisatrices ont été Vivian Mota et Arturo León pour la CEPALC et Carlos A. de Mattos pour l'ILPES.

De nouveaux concepts sur le développement ont tracé le chemin. Les conférences se sont surtout occupées de planification et de programmation du développement, des statistiques et des indicateurs concernant la femme, du secteur informel de l'économie, de l'emploi des recensements et des enquêtes sur les familles, des politiques concernant la procréation et la démographie, de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture et de l'énergie, des prêts internationaux et de beaucoup d'autres sujets. Les séances de travail ont fait naître des débats animés et fructueux.

En fait, l'une des caractéristiques frappantes de cet atelier –qui prouve l'efficacité de la stratégie utilisée pour la formation– réside dans la forte participation des femmes, leurs vifs

intérêt et motivation exprimés avec une telle ardeur. Basé sur la participation, flexible et pourtant exigeant dans sa portée et son horaire, l'atelier a permis la systématisation et la communication des résultats de plus d'une décennie, au cours de laquelle le problème de la femme dans le développement a été reposé. Les participantes ont répété maintes et maintes fois qu'elles rentraient chez elles en possession d'une nouvelle perspective de WID et prêtes à continuer leurs tâches avec une énergie accrue.

Ver la fin, les groupes de travail sont parvenus à d'importantes conclusions: **Il y a un modèle alternatif de développement: celui qui ne perpétue pas et ne renforce pas les inégalités entre nations et individus. Celui qui reconnaît et comprend la spécificité de la femme et l'incorpore en tant que participante active et de plein droit.**

L'atelier a remporté un tel succès que l'INSTRAW et l'ILPES ont décidé de répéter l'expérience, conjointement, en 1987, au niveau sous-régional, en Amérique centrale, dans les Caraïbes hispanophones, dans les Caraïbes anglophones et dans les pays andins. Grâce à l'évaluation de l'atelier de Santiago qui vient de prendre fin, on élaborera un matériel modèle pour la formation, avec des modules et le support de l'audio-visuel. Cette toute nouvelle stratégie de formation de l'INSTRAW semble pleine de promesses pour la mobilisation de la femme dans le développement. □

# La femme et la division internationale du travail

*Au mois d'août dernier, l'INSTRAW a commencé à son siège à Saint-Domingue, République dominicaine, une série de conférences sur les femmes et le développement. Au cours de la première conférence, Dr. Helen I. Safa, professeur d'anthropologie sociale à l'Université de Floride, à Gainesville, Etats-Unis, a disserté sur les "Conséquences du travail en zones franches sur les femmes et leurs familles: étude réalisée à Porto Rico et en République dominicaine". Voici un extrait de la conférence du Dr. Safa*

L'Amérique latine est actuellement plongée dans une nouvelle étape de la division internationale du travail qui transforme les pays de la région en fabricants de produits manufacturés principalement pour l'exportation.

Pour encourager l'apport de capitaux étrangers, les gouvernements créent des zones franches bénéficiant d'exemptions ou de forts dégrèvements d'impôts pour les entreprises de manufacture. Totalemment orientées vers l'exportation, ces *maquiladoras* (selon le mot mexicain qui désigne les usines d'assemblage des zones franches) essaient de maintenir les coûts de fabrication au niveau le plus bas possible. Et comme c'est généralement le cas pour ces industries, le facteur essentiel dans le détermination du coût de la main d'oeuvre, est le travail féminin.

On estime que 80 à 90 pour cent des travailleurs des usines qui fabriquent des produits destinés à l'exportation sont des femmes. Ceci est dû en partie à la prédominance d'industries d'électronique et de manufacture qui sont, généralement, tributaires du travail féminin. Souvent, la direction de ces entreprises se justifie d'embaucher de préférence des femmes par des clichés sexuels, tels que la plus grande patience de celles-ci face aux tâches ennuyeuses, de même que leurs plus grandes habilité manuelle et acuité visuelle. En fait, la véritable raison réside dans l'accroissement de leurs bénéfices à cause des salaires inférieurs qui sont payés aux femmes.

Ces *maquiladoras* sont devenues un nouveau modèle de développement

pour plusieurs pays latino-américains et antillais. Pour analyser les avantages et les inconvénients qu'une industrialisation basée sur les *maquiladoras* représente pour les femmes d'Amérique latine et d'autres régions du Tiers monde, il est nécessaire de spécifier qui est engagé, le type d'emplois créés et l'emplacement choisi (Safa, 1981).

Souvent ces industries sont situées dans des régions où le chômage masculin et féminin est important. Ceci aura probablement de graves répercussions sur la structure familiale, principalement dans des pays comme le Mexique, où l'on considère que c'est l'homme qui doit assumer le rôle de principal soutien économique.

L'impact sur la structure familiale est atténué par le fait que la direction préfère embaucher des jeunes filles. La travailleuse célibataire ne menace pas autant le modèle d'autorité établi que la femme mariée qui contribue de manière appréciable au revenu familial. De plus, on considère que les jeunes filles sont plus dociles et moins portées à se syndiquer que des travailleuses plus âgées et plus expérimentées.

Le prestige de l'emploi exercé est également important. Des études ont démontré que le fait de travailler n'implique pas nécessairement une amélioration de la condition féminine ni du pouvoir de la femme. Tout ceci dépend du type de travail qu'elle réalise et de la quantité d'argent qu'elle gagne. Comme on a dit, le travail d'assemblage est souvent mal payé et jouit de peu de prestige.

De plus, il existe un taux assez élevé de rotation du personnel dans ces

occupations, dû principalement au manque de stabilité de ce type d'industries. Etant donné qu'elles ne requièrent pas l'investissement de capitaux importants, ces entreprises peuvent facilement se déplacer au moindre indice de conflits ouvriers, comme cela a été le cas, par exemple, pendant le gouvernement de Manley, à la Jamaïque, vers la fin des années 1970 (Bolle, 1983). De plus, quelques compagnies essaient de n'engager leurs travailleuses que sous contrats temporaires, économisant ainsi sur les prestations sociales dues aux travailleuses à titre permanent, telles que les congés de maternité et autres indemnités.

De nombreux facteurs empêchent la solidarité des travailleurs dans ces industries nouvelles: bas salaires, taux de rotation du personnel élevé, origine récente et jeunesse de cette nouvelle main d'oeuvre, de même que le contrôle du gouvernement. Tout ceci laisse présumer que le fait de travailler dans les *maquiladoras* n'améliore pas la condition féminine en Amérique latine ni aux Antilles. Il est vrai que ces sortes d'emplois fournissent des revenus et une certaine autonomie aux femmes ouvrières, mais ne représente aucun progrès en termes de prestige, à la différence de ce qui se passe pour la femme de classe moyenne qui a une formation professionnelle. Tout comme les autres débouchés accessibles aux femmes de la classe ouvrière de l'Amérique du Sud, les emplois des *maquiladoras* n'offrent qu'une routine sans avenir et pratiquement aucune possibilité d'acquisition de connaissances ni de mobilité sociale. □

UN/B. J. Zehnder



*Vendeuse de fleurs en Equateur*

# Formation des femmes syndicalistes

*Un nombre croissant de femmes grossissent les rangs des travailleurs salariés, sans investir pour autant ceux des syndicats. En se syndiquant, les femmes ont à faire face, non seulement à des salles enfumées et des horaires astreignants, mais encore aux attitudes sexistes de l'organisation, de leurs collègues et aux siennes propres.*

Contraintes par la crise économique à occuper des postes ne leur garantissant que de bas salaires et une sécurité limitée, les femmes augmentent leur nombre dans les statistiques relatives à la main-d'oeuvre. Dans les cinq pays qui ont fait l'objet de la présente étude BIT/DANIDA, au cours des 30 dernières années, le taux d'emploi féminin est passé (en chiffres ronds) de 14 à 19% au Costa Rica, de 12 à 14% au Honduras, de 13 à 21% au Nicaragua, de 19 à 28% au Panama et de 18 à 25% en République Dominicaine.

La discrimination sexuelle sur le marché du travail relègue plus de 70% des travailleuses dans les 5 pays étudiés à des emplois de bas statut dans le secteur des services. La République dominicaine a le taux le plus élevé de participation féminine dans le secteur primaire, 8.2%, tandis que le Costa Rica a le taux le plus bas, avec 3.7%. Le taux de participation féminine le plus bas dans le secteur secondaire correspond à la République Dominicaine, et le taux le plus fort au Honduras 12.8% et 23.3% respectivement.

Selon des chiffres récents, le taux de syndicalisation des femmes dans les pays étudiés est d'un peu plus de 20% des syndiqués. Parmi les principales raisons expliquant ce chiffre réduit, on pourrait citer le conflit entre le travail rémunéré et les responsabilités domestiques, les attitudes culturelles dominantes qui relèguent la femme à un rôle passif dans le domaine public, et le manque de sensibilisation quant aux possibilités et à la nécessité d'une action collective des travailleurs.

Très peu de femmes syndicalistes occupent des postes où elles ont pouvoir de décision. Même dans les secteurs où les femmes prédominent, les dirigeants syndicalistes ont tendance à être des hommes. Ceci traduit la présence limitée des besoins et des desiderata propres aux femmes dans les actions revendicatives des syndicats, ainsi que la discrimination persistant en matière de salaires, prestations sociales et conditions de travail.

Depuis 1982, le Projet BIT/DANIDA a formé des dirigeantes, des militantes et des formatrices provenant de syndicats de plus de 20 confédérations. Par le biais d'ateliers et de séminaires, le Projet vise à développer les capacités d'organisation et de direction des femmes, leurs aptitudes pour la planification, et leurs connaissances quant à la situation socio-économique des femmes dans leurs pays respectifs.

Il s'ensuivra que, par un effet multiplicateur, les stagiaires élaboreront des stratégies pour accroître la quantité et la qualité des femmes s'affiliant aux syndicats. Les activités animées par le Projet ont déjà consolidé dix Comités de femmes existant au sein des confédérations syndicales, et huit nouveaux comités ont été formés.

A ce jour, le Projet a organisé 4 ateliers-séminaires sous-régionaux, 15 groupes de travail nationaux, 25 séances d'étude quotidiennes et 3 séances de suivi. Les cours sont organisés en fonction des besoins détectés au cours de stages antérieurs. Des publications du BIT ont été distribuées et le Projet lui-même a produit ses brochures

et manuels, une *Série de cahiers sur l'organisation syndicale des femmes*, écrits dans un langage simple, et tenant compte des suggestions des travailleurs.

Le Projet s'est adressé aux dirigeants syndicalistes de sexe masculin, en vue de les sensibiliser aux nécessités et intérêts des travailleuses. Il ne s'agit nullement de créer des organes autonomes ou de mener une action parallèle, mais plutôt d'aider les femmes à élaborer leurs propres stratégies dans le but d'obtenir l'égalité des droits et des chances au sein des syndicats.

Les méthodes de participation employées et la relation horizontale entre formateurs et stagiaires, formateurs et participants, animateurs et participants, étaient fondamentales quant à la réussite du Projet et l'engagement personnel des participants. En quatre ans, les femmes ont acquis une meilleure formation et elles sont plus sûres d'elles. Elles ont organisé des activités spécifiques pour leurs collègues du même sexe et plusieurs ont été promues à plus de postes de décision au sein de leurs propres confédérations. De l'avis de plusieurs dirigeants syndicalistes, le nombre d'affiliées augmente, parmi les travailleurs des zones franches, en particulier.

Selon un rapport de Projet de 1986, malgré les progrès enregistrés, il reste encore beaucoup à faire avant que ces groupes ne se considèrent consolidés. Néanmoins, ils aident déjà les femmes à obtenir l'égalité au sein des syndicats et dans les affaires publiques de leurs pays. □

---

Basé sur une étude de Petra Ulshoefer, spécialiste du BIT en matière d'éducation des femmes et chargée du Projet, Bureau régional du BIT, Costa Rica.

# Année internationale de la paix 1986



## UNE MINUTE DE VOTRE VIE POR TOUTE UNE VIE DE PAIX

L'Appel aux millions de minutes de paix lancé par des groupes de citoyens d'horizons nationaux et confessionnels divers rend hommage à l'Année internationale de la paix, décrétée par les Nations Unies. Son but est de "collecter" dans le monde entier des millions de minutes pour témoigner de la solidarité globale en faveur de la paix.

Des individus et des organisations de plus de 40 nations et de tous les continents collaborent au succès de cet évènement. Vous aussi, vous pouvez participer en consacrant une seule minute de votre temps.

Les demandes de renseignement peuvent être adressées à:

Appel aux millions de minutes de paix

P.O. Box 2492

New York, N.Y. 10163

U.S.A.

## Message du Secrétaire Général des Nations Unies

La paix universelle est depuis toujours le rêve de l'humanité. A notre époque du nucléaire, elle constitue à la fois un idéal et une nécessité. L'objectif des Nations Unies est de réaliser ce rêve de paix. Dans cette perspective, je me réjouis de l'Appel aux millions de minutes de paix lancé à l'initiative des Nations Unies, à l'occasion de l'Année internationale de la paix.

Nous constituons tous la grande famille. Tous ensemble, nous habitons cette belle planète, la Terre. Par ces temps difficiles, la science, le travail et les ressources des peuples du monde doivent être orientés vers l'avènement d'un monde meilleur, plus sûr, plus stable et plus tranquille. Seul un climat de paix mènera au développement de la civilisation.

La paix doit naître de chacun d'entre nous. De la réflexion sereine et sérieuse sur sa signification seront issues des actions nouvelles et créatrices visant à encourager la compréhension, l'amitié et la coopération entre tous les peuples. Mon vœu le plus cher est que pendant l'Année internationale de la paix, des millions de personnes embrassent la cause de la paix, indispensable pour la survie de notre peuple et un futur plus radieux. □

Javier Pérez de Cuellar

# Les femmes en faveur de la paix

*Les femmes en faveur d'un sommet fructueux* est un comité ad hoc formé des plus importantes organisations de femmes et de pacifistes du monde entier, et d'individus provenant des secteurs économique, politique et culturel.

Ces femmes s'intéressent à l'adoption en 1986 de mesures **concrètes** et positives menant au désarmement nucléaire. Aspirant à la mise en oeuvre de méthodes non-violentes de solution des conflits, elles ont organisé pendant deux semaines en septembre 1986 une **marche mondiale pour la collecte de signatures** en direction des femmes de tous les horizons. Ces signatures seront remises aux plus éminents dirigeants politiques, afin que le pouvoir et les objectifs des femmes quant à la paix deviennent tangibles aux yeux des responsables de décision.

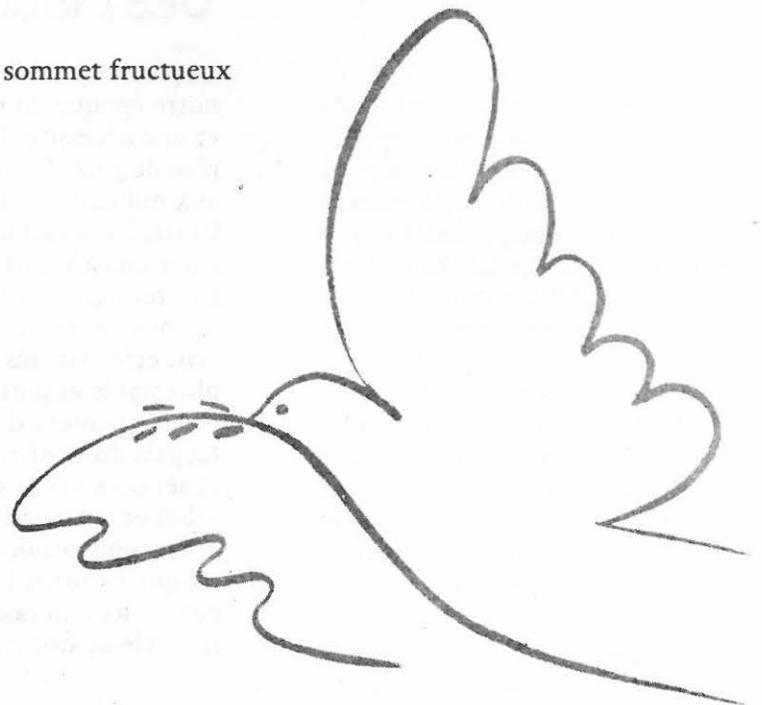
"Chers amis,... nous n'avons qu'une terre que se partage une seule humanité. Le globe héberge tous les hommes —tout peuple, toute vie, tout rire, tout amour, toute musique, tout art—. Nous devons mettre fin à la menace d'holocauste nucléaire, nous devons arrêter ce système de guerre mondial. Dans l'espoir de travailler avec vous, recevez au nom de la Coalition, mes salutations distinguées".

Margarita Papandreou

Liaison internationale, Femmes en faveur d'un sommet fructueux

Pour tout renseignement écrire à :

8, Ainianos Str.  
GR.104 34 Athènes  
Grèce



# Les problèmes des femmes: le débat continue aux Nations Unies

## Population, développement et femmes latino-américaines

Montevideo, 3-7 novembre 1986

Aujourd'hui, en Amérique Latine, sur quatre femmes adultes, une ne sait ni lire ni écrire. Seulement 65% des filles de 5 à 19 ans fréquentent l'école primaire et secondaire. Le taux d'assistance scolaire au-delà de l'enseignement secondaire n'atteint que 17%. En moyenne, la femme latino-américaine a quatre enfants. La majorité des femmes occupent des postes payant de bas salaires et n'offrant guère de possibilités d'avancement.

Un taux de fertilité élevé, de mauvaises conditions de santé, une éducation insuffisante et des possibilités d'emploi restreintes, limitent l'intégration des femmes au développement de l'Amérique Latine. Dans le but d'apporter des solutions, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) a organisé en collaboration avec le Ministère de l'Éducation et de la Culture de l'Uruguay, la *Conférence sur les femmes, la population et le développement en Amérique Latine*.

Les points suivants, entre autres, ont figuré à l'ordre du jour:

- l'inscription des jeunes filles à l'éducation formelle et la formation professionnelle, et l'élaboration de programmes d'alphabétisation répondant au mieux aux besoins des femmes.

- les moyens d'augmenter l'accès des femmes aux emplois rémunérés, y compris en tant que travailleuses indépendantes.

- les services de planification familiale destinés aux hommes et aux femmes.

- le taux élevé de mortalité materno-infantile.

- les programmes d'éducation sexuelle et de vie familiale orientés vers le changement des attitudes traditionnelles quant aux rôles de l'homme et

de la femme dans la société et au sein de la famille.

- les structures institutionnelles nécessaires à la prise en considération des intérêts des femmes dans les politiques et stratégies de développement. □

## Deux réunions sur les femmes et l'eau

Genève, 4-5, 8-12 septembre 1986

Lors de la 14<sup>ème</sup> réunion du Comité de direction de l'IDWSSD, Krishna Ahooja-Patel a présenté un montage audio-visuel provenant du module de formation de l'INSTRAW sur les femmes, l'eau et l'assainissement. La présentation a été suivie d'un débat général sur l'influence des différentes méthodes de communication sur les questions de politique et d'institutions. Le sentiment général était que les moyens les plus efficaces ne sont pas nécessairement les plus sophistiqués. Il a été convenu que l'INSTRAW tiendrait la 5<sup>ème</sup> Réunion à son siège de Saint-Domingue, en 1987.

Le Groupe inter-sécrétariat pour les ressources en eau s'est lui aussi réunie à Genève au cours des premiers jours de septembre. Bien que se Groupe s'occupe particulièrement d'hydrolo-

gie, du contrôle des inondations et autres aspects spécifiques de la maîtrise des ressources en eau qui ne sont pas généralement perçus comme liés aux femmes, l'INSTRAW a réussi à faire consacrer toute une session, à la discussion du rôle que peuvent jouer les femmes dans la gestion de l'eau et de l'assainissement.

Les points suivants ont été analysés: la réussite des stratégies à terme, quant à l'intégration des femmes à la gestion du développement des ressources humaines; la corrélation entre la participation des femmes à la maîtrise des ressources en eau, l'amélioration de la santé familiale et l'abaissement du taux de mortalité infantile; l'importance vitale de l'éducation et la formation des organisations féminines dans ce domaine. □

## Les femmes au Secrétariat des Nations Unies

Le premier rapport du Comité de direction pour l'amélioration du statut de la femme dans le Secrétariat a recommandé l'adoption de mesures spéciales favorables aux femmes, visant à réparer les injustices commises. Le Secrétaire Général, Javier Perez de Cuellar, a déclaré que, toutefois, "les retombées de ces mesures seront à l'avantage aussi bien des hommes que des femmes, parce-qu'elles créeront un

monde du travail plus juste et équilibré"<sup>1</sup>.

Parmi ces recommandations, le rapport propose: la nomination d'un plus grand nombre de femmes au rang de hauts fonctionnaires; la révision des classifications relatives aux secrétaires et aux assistantes personnelles, dans le but d'éliminer les aspects discriminatoires, et la collecte d'un large éventail de données à différents niveaux pour permettre au Comité d'évaluer, à titre d'expérience, les progrès enregistrés dans la promotion de la femme. □

1. Source: Document des NU ST/SGB/220.

## Coopération entre la Conférence Islamique et les Nations Unies

La seconde Réunion générale des représentants des Secrétariats du système des Nations Unies et du Secrétariat de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) s'est tenue à Genève du 28 au 30 juillet 1986. La Réunion a été présidée conjointement par le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, à la tutelle et à la décolonisation des Nations Unies et le Conseiller du Secrétaire général de l'OCI. L'INSTRAW était représenté par sa directrice, Dunja Pastizzi-Ferencic.

La Réunion a fait des recommandations et a étudié les progrès réalisés dans les cinq domaines prioritaires qui font l'objet de la coopération: sécurité alimentaire et agriculture, développement des sciences et des techniques, mécanismes d'investissements et coentreprises, erradication de l'analphabétisme et assistance aux réfugiés.

Les participants ont convenu que la coopération entre les NU et l'OCI doit inclure **les femmes dans le développement**, la formation des ressources humaines, les télécommunications et les secours en cas de désastres. □

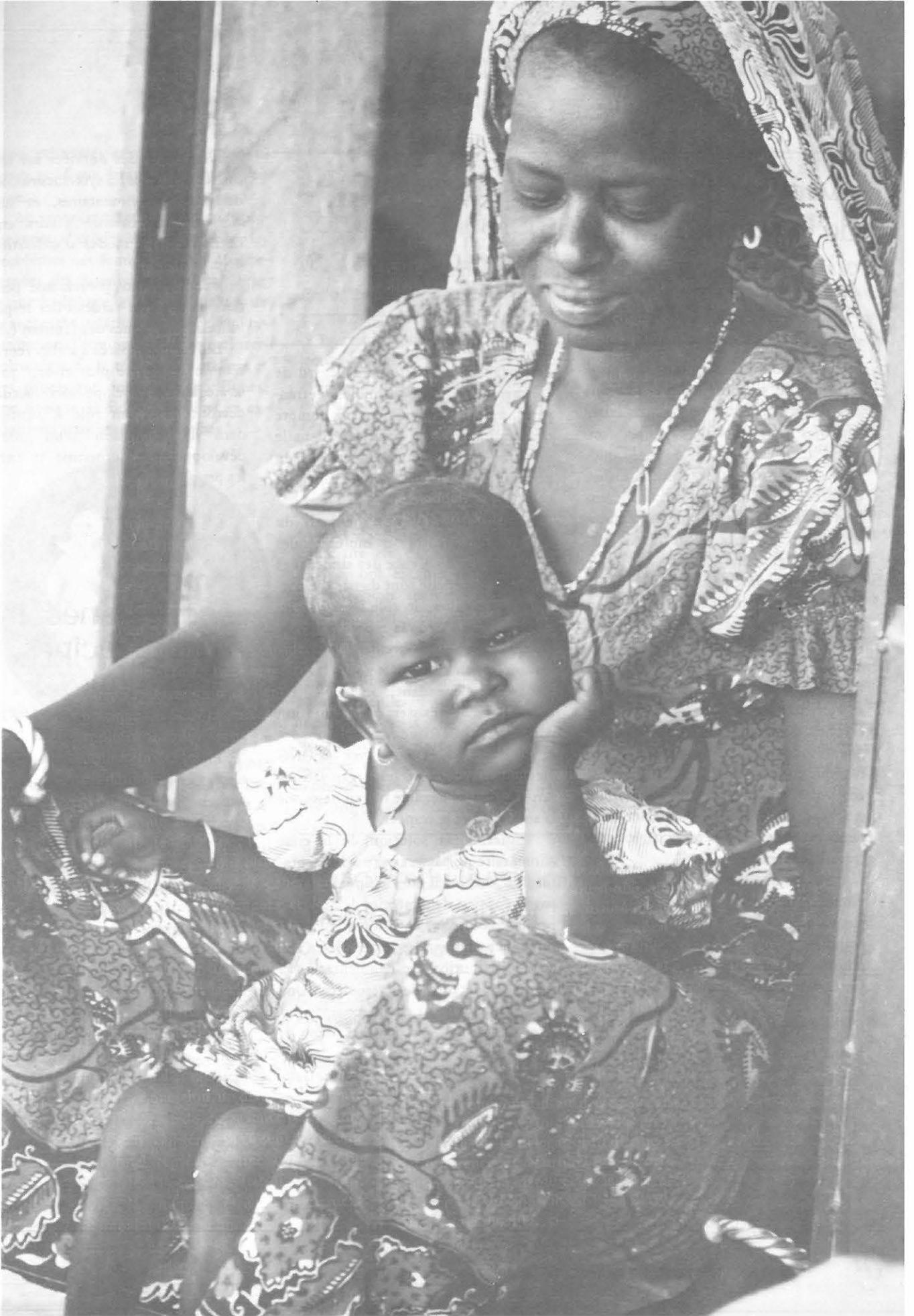
## L'UNESCO, les femmes et les médias

Paris, 9-11 avril 1986

Au cours du séminaire international sur *Les femmes et les médias*, tenu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), des participants les plus divers (des réalisateurs aux jeunes reporters; des journalistes féministes célèbres jusqu'à des juristes et des chercheurs), ont débattu la représentation des femmes dans les médias.

La corrélation entre les femmes et les médias a été envisagée sous trois angles: a) les femmes en tant que **sujets**: l'image féminine à travers les médias, la valeur médiatique des femmes et leur utilisation par la publicité; b) les femmes en tant que **cibles**: les femmes perçues comme un public spécial par les médias; c) les femmes **actrices/spectatrices**: leurs réactions face aux médias et les possibilités d'un refus militant des images négatives.

L'INSTRAW a été représenté par Krishna Ahooja-Patel, qui a fait un exposé sur la *responsabilité de la femme professionnelle dans les médias en Inde*. Elle a fait remarquer que malgré le nombre relativement réduit de femmes dans les médias en Inde, en particulier, dans les postes de décision, le contenu des programmes de radio et de télévision subit actuellement un changement profond. Le changement d'attitudes se traduit par le remplacement d'émissions traditionnelles tels que la cuisine, les soins infantiles et la mode, par des programmes sur la violence contre les femmes et les consultations juridiques. "Les femmes professionnelles dans les médias devraient introduire dans leur travail, pour le transformer, une prise de conscience de la dimension féminine. Prendre conscience et avoir le sentiment de sa condition de femme est à la fois un combat et un art créateur", a déclaré Mme Patel. □



## IDEES NOUVELLES HORS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

### Avec la participation pleine de la femme africaine

*Ce texte est tiré d'une Déclaration de l'Association  
des femmes africaines pour la recherche  
et le développement (AAWORD)\**

"Aujourd'hui, la majorité des pays africains ne se sont pas encore remis des effets d'une des plus graves crises agricoles et alimentaires jamais connues, (...) crise issue de politiques agricoles coloniales et postcoloniales, orientées vers l'exportation, et incapables de résoudre les problèmes d'auto-suffisance alimentaire au niveau national et régional.

Comme conséquence d'une telle politique, les méthodes de production locales et les produits agricoles cultivés en majeure partie par les femmes, ont été totalement abandonnés. L'accès inégal de la majorité des agriculteurs, et en particulier les femmes, aux facteurs de production, revêt aussi une grande importance. Parallèlement, le manque d'innovation dans les domaines tels que l'industrie alimentaire, le stockage et la commercialisation rendent extrêmement pénible et long le travail des femmes.

Néanmoins, l'image actuelle de la famine, créée sur le plan international par les médias, tend à montrer l'Afrique comme un continent incapable de se nourrir ou de concevoir ses propres stratégies de développement. Une telle image non seulement renforce la

dépendance de l'Afrique à l'égard de l'alimentation et la technologie étrangères, mais encore ne tient pas compte des réalisations du continent dans le domaine de la production agricole, du pouvoir des femmes pour nourrir les populations.

Les efforts des gouvernements du Nord et des institutions multilatérales pour envoyer d'urgence des aliments et de l'aide matérielle sont dignes d'éloge, et en particulier, le rôle joué par les ONG du Nord dans la mobilisation de l'opinion publique occidentale et des ressources, en faveur des zones les plus sinistrées. Cependant, les ONG du Nord doivent résister à la tentation d'adopter des attitudes néo-coloniales et paternalistes, et tisser avec les ONG africaines locales et les organisations populaires des liens de travail basés sur la solidarité et le respect.

Toutefois, la solution de la crise alimentaire ne passera pas par l'acceptation de la charité internationale, sinon par l'adoption de stratégies de développement accordant la priorité à l'auto-suffisance alimentaire nationale et à la juste distribution de l'alimentation à tous les secteurs de la société. Une telle stratégie doit tenir compte du rôle primordial des femmes dans la production, l'industrialisation, la distribution et la commercialisation. Dans cette optique, les gouvernements africains devraient inclure dans leurs politiques des dispositions pour les femmes en ce qui concerne la formation, la terre, les technologies, les intrants, les crédits et la commercialisation.

On a besoin de la recherche pour:

- collecter des données sur le rôle des femmes dans les systèmes nationaux de produits alimentaires, et sur les aliments traditionnels, leurs aspects nutritifs, leurs modes d'utilisation et de promotion.

- élaborer un programme permettant d'alléger le fardeau des responsabilités domestiques des femmes (...)

Les femmes, parce qu'elles représentent le groupe le plus affecté par les stratégies de développement actuelles, devront jouer un rôle d'avant-garde dans la définition d'un nouveau développement autonome et axé sur les peuples". □

### Femmes méditerranéennes: de leurs racines à leur futur

*Spetses, 22 juin-6 juillet 1986*

En vue de réviser, développer et appliquer les recherches et les concepts actuels à la solution des problèmes spécifiques des femmes méditerranéennes, l'Institut d'études sur les femmes méditerranéennes (KEGME) a organisé un Programme d'été, *Elaboration de stratégies pour les femmes de la Méditerranée*, dans l'île de Spetses en Grèce.

Parmi les objectifs définis, le Programme vise à identifier les moyens pour permettre aux femmes de s'intégrer à la production et à la société à partir d'un modèle alternatif de développement. L'approche participative et interdisciplinaire appliquée supposait l'introduction de sujets les plus variés: politique et violence; mythologie et psychanalyse; emploi et fertilité; travail domestique et coopératives des femmes; santé et médias; migration et réfugiés politiques; oppre-

\* Déclaration faite par Rosemary Jommo, Secrétaire exécutif adjoint de l'AAWORD, Dakar, Sénégal, à l'adresse du comité préparatoire de la Session spéciale de l'Assemblée Générale sur l'Afrique, à New-York, le 12 mai 1986. Ce discours reflète les opinions de l'AAWORD et celles d'un large secteur des femmes africaines, parce qu'il est tiré en partie du Manifeste de Nairobi, préparé par le Forum des femmes africaines sur la crise en Afrique à la Conférence de fin de décennie (Nairobi, août 1985).

ssion ethnique; syndrome honte/honneur; politique étrangère; poésie féminine.

Au programme étaient inclus: la présentation d'études de recherche sur les problèmes des femmes dans la Méditerranée; des discussions sur la théorie, la méthodologie et les techniques de la recherche relative aux femmes; l'organisation d'équipes et de projets interculturels dans la région; des ateliers et des panels sur des sujets spécifiques; une analyse féministe de films et expositions artistiques sélectionnés.



Ce projet pilote pour la région —carrefour du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest— vise à développer et à étendre le mouvement des femmes dans la Méditerranée, à travers l'encouragement de l'échange et de contacts régionaux et internationaux. Parmi les participants, provenant la plupart de la région méditerranéenne, se trouvaient des militantes et des intellectuelles féministes du monde entier.

A la séance d'inauguration, Margaret Papandreou, membre du Conseil d'Administration du KEGME, a fait un exposé intitulé: *Pouvons-nous apporter un changement: les femmes et la politique?* Eleni Stamiris, Directrices du KEGME et ancien membre du Conseil d'Administration de l'INSTRAW, a présenté et expliqué le Programme d'été. Dunja Pastizzi-Ferencic et Krishna Ahooja-Patel ont représenté l'INSTRAW. □

---

## La coopération Sud-Sud comprend les femmes dans le développement

*Brdo, 14-16 juillet 1986*

---

Pour promouvoir l'autonomie collective des pays en voie de développement (PVD), le mouvement des pays non-alignés et le Groupe des 77 se sont attelés à la tâche d'instaurer et de soutenir la coopération technique et économique entre les PVD. Dans cette perspective, le Centre de recherche pour la coopération avec les PVD (CRCPVD), à Ljubljana en Yougoslavie et le Zimbabwe, ont entamé en projet de recherche pour analyser la coopération dans différents domaines, conformément à un accord issu de conférences antérieures.

Sur la base des données et informations recueillies, il a été préparé de projets d'étude portant sur divers domaines de coopération, notamment, **le rôle des femmes dans le développement**. Une réunion a été tenue pour la révision des projets et l'examen de questions

relatives à l'institutionnalisation de la coopération Sud-Sud.

Les responsables des deux instituts ont assuré la présidence conjointe de la réunion. L'INSTRAW a été représenté par la Directrice de l'Institut, Dunja Pastizzi-Ferencic. Mme Vida Tomsic, ancien membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW, a présenté une étude révisant les décisions et recommandations sur la coopération Sud-Sud et le rôle des femmes dans le développement, adoptées par les pays non-alignés et le Groupe des 77.

Identifiant la nécessité d'intégrer les femmes à tous les volets des programmes d'action de coopération économique entre les PVD, l'étude plaide en faveur de l'établissement de réseaux entre différents agents de développement, tant gouvernementaux que non-gouvernementaux, ainsi que les secteurs public et privé. □

---

## La foire du livre sous le soleil de minuit

*Oslo, 21-27 juillet 1986*

---

Les oeuvres littéraires, poétiques théoriques et journalistiques des femmes se sont données rendez-vous à l'Université d'Oslo, en Norvège, à l'occasion de la Deuxième Foire féministe du livre.

Cent treize stands montraient des livres publiés par plus de 500 maisons d'édition des cinq continents. Près de 80 écrivains provenant de plus de 40 pays ont assisté à la Foire. Des panels, conférences, ateliers, séminaires, ex-

posés, films, ainsi que du jazz, du théâtre et de la danse figuraient au menu. L'évènement a débordé du cadre de l'Université et s'est étendu jusqu'à la Maison des femmes et au Centre contre l'Apartheid, dans les plus vieux quartiers d'Oslo. Tous les soirs, lorsque le soleil ne se couchait jamais tout-à-fait, sous un chapiteau aux couleurs vives, bleu et orange, dressé dans le port, des conférences, des expositions d'art et de photos, de



la musique et des oeuvres poétiques étaient présentées.

Au cours d'un panel sur les publications dans le Tiers-Monde, Urvasi Butalia et Ritu Mennon, fondatrices de la maison d'édition Kali for Women, à New Delhi, ont posé des questions lucides: Où décide-t-on du succès de la femme écrivain? Dans son pays ou dans les métropoles du Nord qui attribuent l'argent et le succès? Pour qui écrit-on dans le Tiers-Monde? Comment les liens avec les grandes maisons d'édition affectent-ils les écrivains et leurs oeuvres? Les métropoles économiques et culturelles nourrissent-elles des clichés quant aux cultures du Tiers-Monde et quel en est le reflet dans les productions locales?

Le nombre appréciable d'ouvrages sur les femmes dans le développement, des études de cas aux écrits sociologiques, y compris les études récentes de l'INSTRAW montrent bien jusqu'à quel point le débat sur le développement, tient compte des préoccupations des femmes et les considère légitimes et urgentes. Les maisons d'édition réagissent en conséquence. A mesure qu'augmentent les données et les informations compulsées dans ce domaine, que s'affinent les outils d'analyse et que s'accroît la pression des militantes, le débat sur le développement s'enrichit d'une dimension dynamique les femmes. □

## Les femmes dans l'espace urbain

Saint-Domingue, juillet-septembre 1986

L'accélération de l'urbanisation en Amérique Latine a fait l'objet de plusieurs études. Néanmoins, dans la quasi-totalité de ces études, les femmes n'interviennent au premier plan que pour expliquer les facteurs démographiques ou les courants migratoires. Seul l'essor spectaculaire du mouvement des femmes dans les années 70 a fait porter l'analyse des problèmes urbains sur les spécificités féminines.

Le Centre de recherche pour l'action féminine (CIPAF) a organisé, le *Deuxième Cours national de méthodes et techniques de recherche sur les femmes: Femmes urbaines*.

Le Cours a servi de stage de formation préliminaire aux jeunes chercheurs qui participeront au sein d'une équipe interdisciplinaire à une étude nationale sur les femmes urbaines en République dominicaine, en 1987.

Le texte suivant est extrait du

discours de clôture prononcé par Magaly Pineda du CIPAF:

"...D'autre part, je ne vous apprend rien de nouveau en vous disant que le petit groupe qui avait accès à la connaissance et en détenait le pouvoir est et a toujours été composé principalement d'hommes. Le sexe et la classe ont prouvé qu'ils sont bien capables de se vouer une solidarité réciproque, et d'instaurer dans le monde une culture foncièrement "axée sur l'homme", indifférente aux possibilités de la moitié de l'humanité. Cette moitié de l'humanité, qui d'une façon absurde est rayée des données et statistiques officielles, mais qui figure de plus en plus dans les réalités de nos pays". (...)

"Ce difficile processus d'urbanisation, aliénant dans la majorité des cas, a fait l'objet de ce Cours, qui est le fruit de la compréhension du rôle croissant de l'espace urbain dans tout projet aspirant à un changement social". □

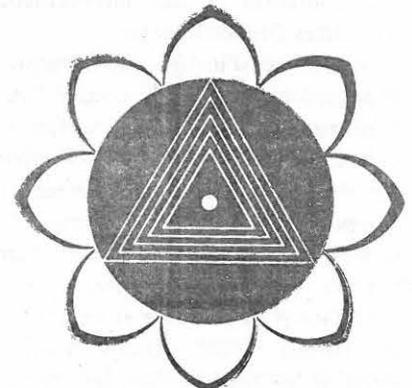
## Les femmes peuvent apprendre de chaque crise

Nouvelle Delhi, 18-22 août 1986

Près de 2,500 délégués de 80 pays se sont réunis en Inde, à l'occasion du 11ème Congrès mondial de sociologie. Au cours de nombreux panels simultanés, on a discuté tous les aspects possibles et imaginables en matière de sociologie, d'anthropologie et de science politique, depuis le déclin de l'état providence jusqu'aux théories les plus récentes sur les changements sociaux. Le Congrès a fourni un excellent baromètre de l'opinion des sciences sociales sur les courants économiques et sociaux.

Deux panels ont eu lieu sous l'égide de l'INSTRAW. Le premier, intitulé *Rapports entre les aspects macro et micro de l'économie*, a débattu pendant deux heures des moyens concrets

permettant de lier ces aspects. Au second, *Statut socio-économique de la femme dans les pays en voie de développement*, animé conjointement par Danielle Razin et Krishna Ahoja-Patel,



ont pris part plus de deux cents participants. Le sujet principal de l'INSTRAW, présenté par Mme Ahooja-Patel sous le titre *Les femmes et la crise sociale mondiale*, s'est axé sur une thèse originale, à savoir que les temps de crise économique mondiale

fournissent aux femmes l'occasion de créer un nouvel ordre social au regard de la prise de conscience, de l'égalité dans le marché du travail en erradiquant la discrimination, et de la meilleure formation scientifique et technique des femmes. □

---

## L'aide canadienne au développement: METTRE FIN AU GASPILLAGE!

---

Depuis le mois de juin dernier, tous les projets et programmes exécutés par l'Agence de Développement International du Canada (ADIC) en direction du Tiers-Monde sont centrés sur les femmes. Le Plan d'action quinquennal de l'Agence, *Intégration de la femme au développement*, mettra en application une politique visant à faire des femmes les agents et les bénéficiaires à part entière des programmes de développement internationaux du Canada.

Mme Monique Vézina, Ministre des Affaires Étrangères, et à ce titre, responsable des programmes d'aide au développement de son pays, a déclaré qu'à partir de la mise en application de ce Plan, qu'il n'y aura plus de projet ou de programme à l'Agence, sans la prise en considération préalable du rôle assigné aux femmes. La Ministre a fait ses déclarations à Ottawa, devant des parlementaires, des diplomates, des représentants d'ONG et des responsables de décision en matière de développement. Elle a fait en même temps l'annonce de six initiatives — d'une valeur de 25 millions de dollars canadiens — qui serviront à la mise en application de la nouvelle politique avec les femmes africaines.

Le Plan est basé sur une analyse systématique de cette agence gouvernementale concernant ses programmes et politiques en matière d'intégration féminine. L'ADIC, l'une des premières agences nationales d'aide au développement ayant introduit une composante de la stratégie du WID dans ses opéra-

tions, place donc le Canada au premier rang dans ce domaine. Le texte suivant est tiré du discours de la Ministre:

"Nous devons agir maintenant, à travers nos programmes de coopération, si nous voulons améliorer la condition des femmes et les aider à obtenir l'égalité. Il est à déplorer, que trop souvent, certains s'obstinent à croire que le développement économique et le développement social sont antagoniques. C'est précisément lorsque nous considérons le statut de la femme dans le monde que les principes de justice sociale et de rationalité économique s'accordent harmonieusement. C'est une obligation morale que d'aider les plus démunis. Du point de vue économique, nous devons mettre fin au gaspillage de notre plus précieuse richesse, nos ressources humaines.

Je ne me fais pas d'illusions sur l'énormité de la tâche à accomplir. Il s'agit de changements conceptuels profonds, ici au Canada, au sein des départements et des organisations en service à l'étranger, ainsi que dans les pays avec lesquels nous coopérons.

En unissant nos efforts et en partageant nos préoccupations, nous — femmes et hommes du Nord et du Sud — nous pouvons encourager les changements dont a besoin notre société. Je vous exhorte à discuter de ces changements avec ceux que vous représentez ici, et je suis convaincue qu'ensemble nous pouvons instaurer un développement vraiment humain, parce que nul n'en sera exclu". □

## Nouvelle revue sur le développement

Le premier numéro de la revue *Development international* (nov/déc. 1986) offre une grande variété d'intéressants reportages d'actualité:

- Des femmes professionnelles du Tiers monde, une force dont l'importance s'accroît dans le domaine du développement, parlent de leur travail.

- Une étude sur l'utilisation des micro-ordinateurs dans les activités de développement propose un projet en trois étapes visant l'adoption de cette technologie aux niveaux local, institutionnel et national, y compris une mise en garde dans le cas de courant électrique instable.

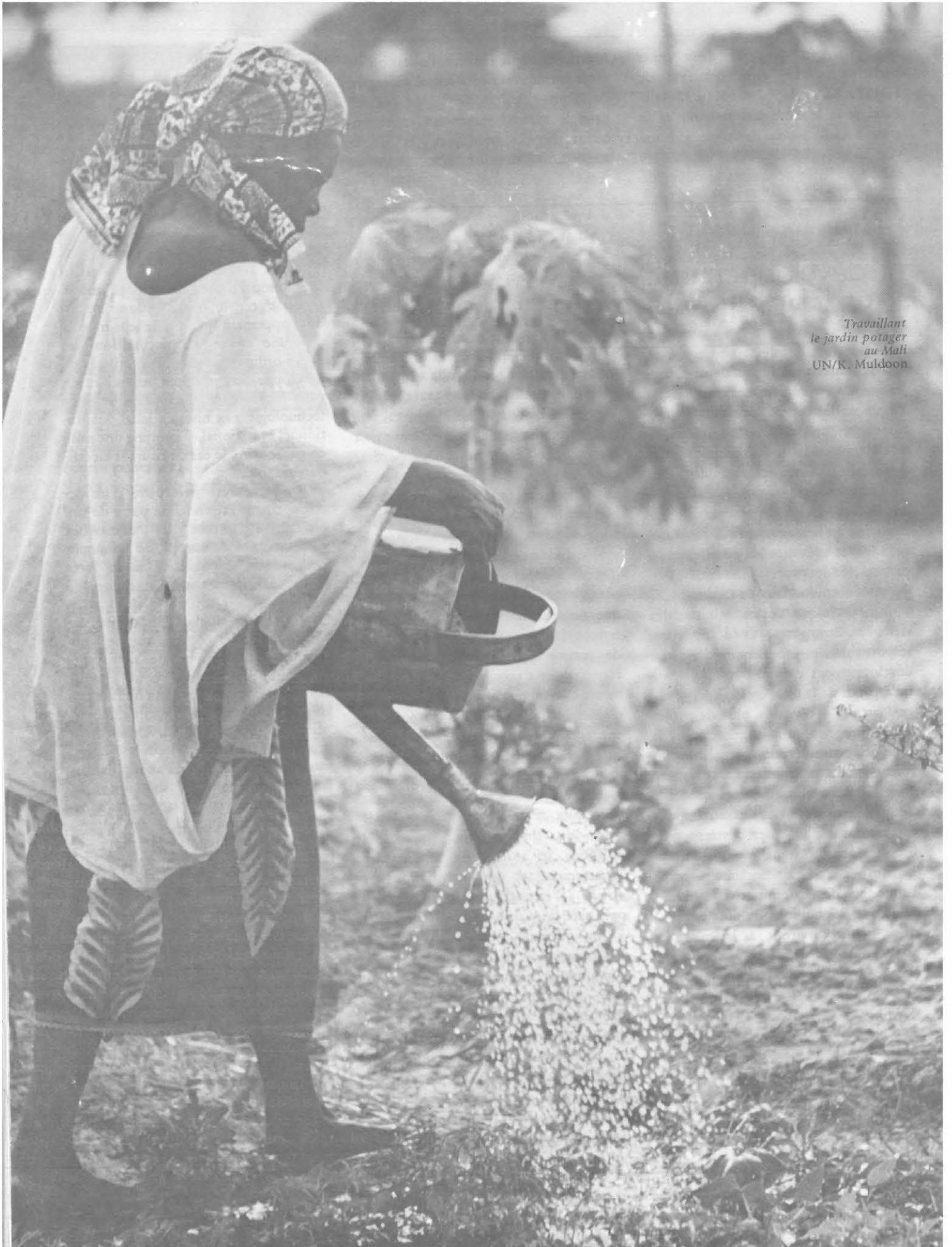
- Une analyse perceptive d'un développement rationnel du point de vue écologique retrace les démarches couronnées de succès de quelques petites ong engagées dans la lutte contre la dégradation du milieu en Afrique.

- Dans la ville de Bhaktapur, au Népal, un projet communautaire a entrepris une campagne de nettoyage, construit des latrines pour chaque famille et restauré des constructions de grande valeur, ce qui constitue une expérience unique de développement urbain intégré.

- Ce numéro contient également des tuyaux pour le spécialiste du développement en déplacements constants, des rubriques sur l'agriculture, l'éducation, l'énergie, la santé et l'infrastructure et un résumé des ouvrages et publications.

*Development international* s'adresse aux professionnels du développement. Son objectif est, selon les éditeurs, de "proposer une perspective variée sur les questions de développement et de diffuser des informations destinées aux pays en développement ou qui en proviennent".

Paraissant six fois par an aux Etats-Unis, en qualité de "publication indépendante, patronnée par des particuliers, des institutions non lucratives, des organisations et des corporations", cette revue est le complément attendu des publications consacrées au développement international. □



*Travaillant  
le jardin potager  
au Mali  
UN/K. Muldoon*

# Bibliothèque:

## sélection des publications

**L'impact des politiques monétaires et financières sur les femmes latino-américaines**, par Rina Berio et Ivan Molina, *INSTRAW, Saint-Domingue, 1986, 32 pages.*

Les auteurs décrivent la répercussion que la nouvelle division internationale du travail et les politiques monétaires et financières récentes ont sur les femmes latino-américaines surtout du point de vue de leur participation dans le marché du travail.

Les six chapitres de cette étude traitent de questions monétaires et financières telle que la dette extérieure, les problèmes causés par les taux d'intérêt élevés, l'impact mondial de la crise actuelle, la révolution de la productivité et ses conséquences pour la main-d'oeuvre féminine (techniques nouvelles, augmentation des postes de gestionnaires, nouveaux modèles d'organisation et de direction, chômage féminin dû au progrès technique), la modernisation de l'économie et ses effets sur les femmes, et finalement, les modèles de travail et d'emploi des femmes latino-américaines.

**Rapport de la réunion du groupe d'experts sur le rôle de la femme face aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables (NRSE)**, *INSTRAW, Saint-Domingue, 1986, 52 pages, anglais et espagnol.*

Ce rapport traite des thèmes discutés au cours de la réunion (Saint-Domingue, 11-15 février 1985), telles que des propositions de projets pour des sources spécifiques dans le domaine des NRSE: bois de chauffage et charbon de bois; biomasse et biogaz; hydro-électricité à très petite échelle; énergie solaire; énergie éolienne et autres sources d'énergie. Les partici-

pants ont également discuté des activités de coopération technique entre pays en développement en ce qui concerne les femmes et les NRSE, et a émis des recommandations pour l'assistance bilatérale et internationale.

**Rapport de la Réunion d'évaluation des expériences bilatérales et multilatérales en matière d'élaboration et d'utilisation de directives et questionnaires relatifs aux femmes dans le développement: Implications pour leur utilisation à l'échelon national dans la formulation de projets agricoles pour les femmes**, *INSTRAW, Saint-Domingue, 1986, 57 pages, espagnol et anglais.*

Sous les auspices conjoints de l'INSTRAW et de la FAO, cette réunion (Helsinki, 7-11 octobre 1986) a fait l'évaluation de l'utilité des Directives et Questionnaires (WIDGC) à l'échelon national, en insistant sur les programmes et les projets destinés aux femmes rurales dans le cadre plus ample du développement agricole et de l'autosuffisance alimentaire.

Le rapport réalise une synthèse des points traités pendant les séances techniques: buts et objectifs communs pour l'incorporation des questions féminines aux programmes sectoriels; leçons retirées du processus d'élaboration, d'utilisation et d'applications des WIDGC et d'autres moyens au niveau national.

Une attention spéciale est accordée au rôle que jouent les organes nationaux de promotion de la femme pour l'intégrer aux principaux programmes sectoriels des ministères. Le rapport examine comment ces organes peuvent encourager et superviser l'utilisation et la mise en oeuvre des WIDGC dans leurs pays. □

### DOCUMENTS DE TRAVAIL\*

● **The Economic Contribution of Women to Food Supply in Developing Countries.** (*La contribution économique des femmes à l'approvisionnement alimentaire dans les pays en développement*). *Saint-Domingue, 1985 (en anglais). Document de travail No. 100.*

● **Economic and Social Status of Women in Asia Today** (*La situation économique et sociale de la femme dans l'Asie d'aujourd'hui*). Par le Dr Krishna Abooja-Patel. *Un document de travail de l'INSTRAW présenté au 8ème Symposium international d'études asiatiques, Hong Kong, 11-14 août 1986. Saint-Domingue, 1986 (en anglais). Document de travail No. 101.*

● **Research and Teaching of Women's Issues Worldwide: A Working Paper** (*Recherche et enseignement des questions féminines dans le monde: Document de travail*), présenté au Séminaire de formation conjoint Unesco/INSTRAW sur la Réévaluation de la situation des femmes dans le développement: Recherche et formation, en collaboration avec l'ISCC et le Comité de recherche de l'ISA "Les femmes et la société", New Delhi, 25-27 août 1986. *Saint-Domingue, 1986 (en anglais). Document de travail No. 102.*

● **Statistics and Indicators on Women: INSTRAW's Activities** (*Statistiques et indicateurs sur les femmes: Activités de l'INSTRAW*). *Saint-Domingue, 1986 (en anglais). Document d'information No. 010.*

● **U.N. Decade for Women: looking back with hope** (*Décennie des Nations Unies pour la femme: Une rétrospective pleine d'espoir*). *Discours liminaire prononcé par Krishna Abooja-Patel au Smith College, Northampton, Ma, U.S.A. le 20 octobre 1986. □*

\* Les documents ci-dessous se basent sur des recherches entreprises par les membres du personnel de l'INSTRAW et leur circulation est limitée. Quelques exemplaires seulement sont à la disposition des chercheurs intéressés au sujet. Veuillez vous adresser à Caroline Halaby, documentaliste de l'INSTRAW.

# Notre choix

Notre bibliothèque reçoit régulièrement des publications sur les femmes en développement. Nous remercions ceux qui les ont envoyées et, pour partager ce matériel avec nos lecteurs et lectrices, nous commençons une section de résumés. La sélection est faite selon la relevance de nouvelles idées et de sujets dans la recherche sur les femmes en développement, leurs rapports avec nos programmes, et sur le principe d'une distribution géographique équilibrée.

**Health of Women in the Americas** (*Santé des Femmes dans les Amériques*), par l'Organisation Panaméricaine de la Santé (PAHO), Washington, D.C., 1985, 157 pages.

Le but de ce livre, préparé par le bureau de statistiques de la Santé et le Programme de Santé pour Adultes de la PAHO, est de fournir aux planificateurs, aux responsables politiques, aux professionnels de la santé, aux chercheurs et à d'autres groupes intéressés, une vision analytique de l'information statistique disponible sur la santé des femmes et certains aspects relatifs au développement.

Clairement expliqué avec une abondance de diagrammes et de tableaux, l'étude couvre les domaines suivants: cadre démographique de référence (dimension de la population et croissance, urbaine rurale, distribution, migration, mortalité et expectatives de vie; femmes et éducation, le travail et la loi (éducation, analphabétisme, emploi, gages et salaires; autorité parentale et support économique du foyer); la santé reproductrice des femmes (mortalité maternelle et morbidité, avortement, régulation de la fertilité, alimentation maternelle, sexualité dans l'adolescence, les principaux problèmes de santé (mortalité générale et spécifique de l'âge, maladies cardiovasculaires, tumeurs malignes, maladies transmises sexuellement, dépendance de la cigarette et des drogues, travail et santé).

Les sources d'information comprennent la banque de données de la PAHO, les agences spécialisées des Nations Unies, les publications des pays et les recherches publiées. Les

problèmes relatifs aux données disponibles —tels qu'une couverture limitée, un manque de comparabilité et d'opportunité, aussi bien que l'absence de données pour aider les planificateurs et les programmeurs dans le développement des activités qui se centrent sur les femmes— sont mentionnés dans les différents chapitres.

A cause de la tradition du recueillement des informations et des données dans la région, il y a une richesse d'information statistique sur la santé dans les pays des Amériques, bien que la qualité de la couverture est inégale. Pourtant, dit la préface pour mieux comprendre et s'adresser aux besoins spécifiques des femmes, il faut désagréger les données par sexe, développer de nouveaux indicateurs et utiliser beaucoup plus l'information statistique comme support de la planification et de la programmation. Il est également important de changer la vision collective des femmes de sorte qu'elles soient perçues non seulement comme mères et protectrices de la santé de la famille et de la communauté, mais encore comme des êtres humains avec des besoins et des aspirations spécifiques.

**Gender Roles in Development Projects: A Case Book** (*Roles des Sexes dans les Projets de Développement: Etude de Cas*), édité par C. Overholt, M.B. Anderson, K. Cloud et J. Austin, publié par Kumarian Press, Connecticut, 1985, 326 pages.

Les quatre études techniques de la première partie de ce livre offrent un aperçu sur les faiblesses internes qui

empêchent les succès de la plupart des projets de développement. Ces faiblesses proviennent de projets qui ne tiennent pas compte de la contribution et de la participation des femmes. Dès l'étape initiale d'identification, les projets devaient faire des femmes une partie intrinsèque du processus et accorder un intérêt particulier aux normes sociales qui puissent constituer des barrières pour les femmes dans leur rôle économique. Un facteur additionnel doit être pris en considération dans l'avant-projet: la division sexuelle du travail pratiquée dans la plupart des pays.

Les sept études de cas dans la seconde partie présentent des projets de développement réalisés avec des fonds USAID. Ce livre fournit une information et une orientation appréciables pour les agences et les individus concernés par des projets de développement en Indonésie, en Tanzanie, en République Dominicaine, au Pérou, en Inde et au Kenya.

**Of Common Cloth, Women in the Global Textile Industry** (*Un Tissu Commun: Les Femmes dans l'Industrie Textile Globale*), édité par Wendy Chapkis et Cynthia Enloe, publié par l'Institut Transnational, Amsterdam, 1983, 141 pages.

Cette publication, une collection de dix-huit études, présente l'expérience globale des ouvrières dans l'industrie textile. On décrit spécifiquement comment les ouvrières textiles, en particulier celles des pays en voie de développement, sont attrapées dans le jeu des corporations transnationales dans leur

course pour une plus grande productivité et des plus grands profits. Ces femmes sont exploitées dans leur travail et durement rejetées sans regards lorsque les corporations transnationales déménagent leurs usines d'un pays à l'autre en quête d'une main d'oeuvre moins chère et moins organisée.

Plusieurs études signalent que les femmes ont été délibérément choisies comme la première force de travail dans les industries textiles en Europe et aux Etats-Unis, et que cette pratique a continué lorsque ces industries ont élargi leurs opérations à d'autres parties du monde. Ils décrivent aussi graphiquement comment la main d'oeuvre de la femme était et est encore bon marché pour les administrateurs des corporations et les responsables politiques des gouvernements qui désirent les maintenir strictement dans des limites étroites du lieu de travail et dans la société en général. Ces documents présentent également une vision intérieure de ce qui a été fait dans les activités syndicalistes dans l'industrie textile et ce qui reste à faire dans ce domaine.

---

**Women's Rights: Everything an Indian Woman Must Know About Her Rights in Plain Language** (*Droits des Femmes: Tout ce qu'une femme indienne doit savoir sur ses droits en langage simple*), par M.L. Anthony, publié par Dialogue Publications, New Delhi, 1985, 227 pages.

Cette publication fournit une information concise sur les droits légaux de la femme indienne. Les sujets traités sont les mandats généraux de la Constitution Indienne et les lois spécifiques concernant le mariage, le divorce, l'avortement et l'héritage. L'auteur cite des décisions récentes de la Cour Suprême en Inde, ou, par exemple, les hôtesse de l'air d'Air India ont lutté pour un salaire égal et la sécurité de l'emploi en 1981 et ont obtenu des concessions de la part de leur employeur. Les spécificités de ces cas et leurs résultats soutiennent et

inspirent les femmes qui se trouvent dans des situations similaires.

La publication cite des exemples aux Etats-Unis et au Canada où les femmes ont réussi à combattre certaines formes de discrimination et à modifier des lois injustes sur la famille. Le chapitre sur les procédures légales est particulièrement utile car il conseille les femmes sur la façon de procéder avec les experts légaux et les tribunaux.

---

**Brazilian Women, an Annotated Bibliography** (*Femmes Brésiliennes, une Bibliographie Commentée*), par la Fundação Carlos Chagas, publié par l'Editora Brasiliense, Sao Paulo, 1981, 395 pages.

Comme la préface l'indique "Cette Bibliographie n'est pas un instrument neutre pour la documentation, mais un cadre précédant un moment historique privilégié avec des changements et des innovations. Des insuffisances peuvent provenir de là, mais il en va de même pour tant de choses qui nous ont été enseignées, parce que nous nous intéressons à la production sur et par les femmes, un groupe opprimé".

Le premier volume, publié en 1979, traite l'histoire, la famille, les groupes ethniques et le féminisme. Le second volume comprend des travaux académiques, des livres, des articles et des essais publiés avant 1977 sur le travail, la loi et la politique, l'éducation, et les arts et les médias... Ce matériel a été sélectionné dans des recherches bibliographiques, des index, des bibliographies spécialisées, des bibliothèques privées et des collections de famille.

Dans le domaine du travail, ce volume couvre des informations sur la main d'oeuvre selon le sexe, l'âge, l'occupation, etc..., basée sur les recensements et les registres nationaux de foyers; des études empiriques et des analyses sur le statut professionnel de la femme et sa participation dans la force de travail rémunérée.

La section loi se concentre sur une recherche académique et des publications sur la loi constitutionnelle, civile, commerciale, pénale et du travail. (Des

études sur la prostitution de la perspective de la femme, seront ajoutées dans le prochain volume, *Les Femmes et leur corps*.

Les travaux sur l'Education soulignent les perspectives historiques et empiriques. Comprises dans la section sur les arts et les médias, il y a des études sur la littérature, le théâtre, la danse, la musique, le cinéma, la radio et la télévision, et la presse. Ces travaux s'intéressent au rôle des femmes en tant qu'artistes, audience ou personnage. A la fin de chaque section les auteurs ont inclut des références sur chaque sujet traité.

---

**Bolivia: la fuerza histórica del campesinado** (*Bolivie: la force historique des paysans*) par Fernando Calderón et Jorge Dandler, compilateurs. Institut des Nations Unies pour la Recherche en Développement Social (UNRISD)/ Centre d'Etudes de la Réalité Economique et Sociale (CERES), Genève, 1986, 632 pages.

Cette compilation d'une vaste étude multidisciplinaire analyse les efforts de la population au niveau communautaire pour contrôler sa propre destinée.

La toile de fonds est le rapport des mouvements sociaux avec les structures sociales qui perpétuent une distribution inégale du pouvoir et de la richesse. Parmi les sujets discutés dans le livre il y a les débats idéologiques dans le processus de la participation communautaire, l'interaction des organisations rurales et de l'Etat, et les liens entre les mouvements des communautés rurales et l'identité ethnique.

L'un des chapitres, *La participation des Femmes Rurales Boliviennes: Une Etude sur les Hauts Plateaux* étudie le rôle des femmes rurales dans la structure économique de la campagne. Entre autres informations relevantes, ce chapitre décrit l'évolution des organisations de femmes menant à la création en 1980 de la Fédération Nationale des Femmes Rurales. Son premier Congrès National a été une phase importante dans leur lutte. □

# Nouvelles internes

● Clara de Luna Peguero, récemment nommée Directeur de la Direction Générale pour la Promotion de la Femme, le bureau gouvernemental pour les femmes en République Dominicaine et Point Focal de l'INSTRAW, a rendu une visite officielle à l'Institut en septembre. Le mois suivant, Luisa de Morales Troncoso, femme du Vice-Président de la République Dominicaine, récemment élu, a fait sa première visite officielle à l'INSTRAW.

● *Teresita de Barbieri, une chercheuse uruguayenne féministe résidant actuellement au Mexique, est venue en République Dominicaine, en septembre, pour faire une conférence sur les politiques reproductives dans un cours sur les femmes urbaines. Elle nous a visité plusieurs fois pour discuter les dernières données et théories de recherche sur les femmes.*

● En octobre une délégation de

femmes du Nicaragua a visité l'Institut: Fances K. Valle, de l'ambassade du Nicaragua à Saint-Domingue, Silvana M. Sequeira et Crista Widmarei, de l'Office Légal des Femmes, Clara Murguidalday, de l'Association des Ouvrières Paysannes et Dania Martínez du Bureau Gouvernemental pour les Femmes au Nicaragua. Elles ont discuté les activités possibles de l'INSTRAW dans leur pays, en particulier dans le domaine des statistiques et des indicateurs sur les femmes.

● *En novembre, Mr. Dbaram Ghai, Chef du Département pour le Développement, l'Emploi et les Politiques d'Emploi Rural (OIT, Genève) a visité l'INSTRAW pour des consultations sur les politiques d'emploi pour les femmes dans les zones rurales, particulièrement pour mettre au courant l'OIT sur deux projets de l'INSTRAW: "Evaluation du travail, des revenus et de la production des femmes dans le secteur*

informel" et "Les rapports entre les femmes et les sources renouvelables d'énergie".

● En Amérique Latine et aux Caraïbes le 25 novembre est le Jour contre la Violence Contre les Femmes. La date a été choisie en l'honneur de trois femmes dominicaines assassinées dans les années 60 dans la lutte pour la liberté politique. A Saint-Domingue les média ont prêté leurs espaces pour protester contre les violences aux épouses, le viol et le trafic des femmes. Une chaire extra-curriculaire sur la femme, qui porte le nom de Minerva Mirabal en l'honneur d'une des trois soeurs assassinées, a été inaugurée à l'Université Autonome de Saint-Domingue. A l'INSTRAW nous nous sommes réunies pour une discussion collective sur la violence contre les femmes, ses causes et les pas concrets à faire pour la protection des femmes. □

## Conseil américain pour l'INSTRAW

Un groupe, à but non lucratif, de personnes intéressées aux femmes en développement assistera à une collecte de fonds aux Etats-Unis pour soutenir le travail de l'INSTRAW pour la promotion de la femme. Cette annonce a été faite le 6 Mai 1986 au cours d'une réception à Washington, D.C. La dynamique directrice du Centre d'Information des Nations Unies dans cette ville, Phyllis Kaminsky, a organisé cet acte pour informer la presse de Washington et les personnalités politiques et diplomatiques du travail de l'INSTRAW.

Dr. Irene Tinker, auparavant membre du Conseil de l'INSTRAW, a annoncé la création du Conseil américain pour l'INSTRAW. La directrice de l'Institut, Dunja Pastizzi-Ferencic, a présenté les principaux résultats de la recherche et de l'entraînement actuel dans le domaine des femmes en développement. Elle a remercié tous les participants, et en particulier Mme. Kaminsky, pour sa coopération dans la diffusion des activités de l'INSTRAW par l'UNIC de Washington. □

---

# Le Conseil d'administration

INES ALBERDI  
Espagne

BERTA TORRIJOS DE AROSEMENA  
Panama

DANIELA COLOMBO  
Italie

FABIOLA CUVI ORTIZ  
Equateur

INGRID EIDE  
Norvège

ELENA ATANASSOVA LAĞADİNOVA  
Bulgarie

ZHOR LAZRAK  
Maroc

ACHIE SUDIARTI LUHULIMA  
Indonésie

VICTORIA N. OKOBI  
Nigeria

SIGA SEYE  
Sénégal

LIN SHANGZHEN  
Chine

## Membres de droit

Un représentant du Secrétaire général  
La Directrice de l'Institut  
Des représentants des cinq Commissions  
économiques régionales des Nations Unies  
Un représentant du Gouvernement  
de la République Dominicaine

---

# Institut International des Nations Unies de Recherche et de Formation pour la Promotion de la Femme

---

## INSTRAW

**INSTRAW**  
**nouvelles**   
FEMMES ET DÉVELOPPEMENT

INSTRAW Nouvelles est le bulletin  
de l'Institut.

Il vise à informer

les organisations gouvernementales

et non gouvernementales,

les centres de recherche,

les groupes féminins et toutes

les personnes intéressées

des dernières nouvelles et activités

de l'INSTRAW dans le domaine

des Femmes et Développement.

INSTRAW Nouvelles,

publié en anglais, en français et en espagnol,

circule à 1.000 exemplaires

et sa distribution est gratuite.

Veuillez adresser les demandes d'information,

et changements d'adresse à:

INSTRAW, P.O. Box 21747,

Saint-Domingue, République dominicaine,

téléphone et télécopie (809) 685-2111,

télex (326) 4280 WAR SD.

Bureau d'appui à New York:

Bureau S-2294, Nations Unies,

New York, N.Y. 10017,

téléphone (212) 754-6951.

Les articles d'INSTRAW Nouvelles

peuvent être reproduits à condition

de citer leur source.

Les lettres et commentaires des

lecteurs sont bienvenus.

L'INSTRAW se réserve le droit

d'abrégier les lettres trop longues

pour des raisons d'espace.